

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 159

23 janvier 2009

SOMMAIRE

Aassal Medical S.à r.l.	7598	ING LPFE Soparfi C S.à r.l.	7589
A.L.SS (association luxembourgeoise de street soccer)	7627	ITH Europe S.A.	7590
AMB Villebon Holding S.à r.l.	7598	Kalix S.A.	7599
Apax Look Group S.à r.l.	7595	Les Sportifs S.à r.l.	7597
Aria Lux S.A.	7587	Lily (Lux) S.à r.l.	7612
AR - WE Echafaudages s.à r.l.	7624	Lumele S.A.	7597
Audition Luxembourg S.à r.l.	7588	Lux Cogeba Construction S.à r.l.	7632
Bamschoul Becker S.à r.l.	7597	Luxembourg Electricité Foetz SA	7592
Bezons Jaures (Lux) S.à r.l.	7622	Luxembourg Offices Securitisations	7596
Caesa S.A.	7587	Maag Pump Systems S.à r.l.	7589
Carpathian Cable Investments S.à r.l.	7592	Manacor SA	7588
Centre Comptable Européen S.A.	7629	Mediacommunication S.A.	7594
Centre Comptable Européen S.A.	7594	Novatech Participations S.A.	7586
Chanteloup Holding S.A.	7594	O.Z. S.A.	7587
Conchita S.A.H.	7595	Pierdal S.A.	7589
Convento III S.à r.l.	7592	Rescue Unlimited s.à.r.l.	7632
Courlux (Europe) S.A.	7590	Rolly Real Estate S.A.	7592
David Brown Systems S.à r.l.	7595	Romanum Properties S.à r.l.	7631
Dipol Finance S.à r.l.	7596	Ruben International S.A.	7588
Dreamcar.com S.A.	7590	Saar-Lux Transport S.A.	7588
Eurospin S.à r.l.	7586	Sekay S.A.	7596
Fairacre Plus (Lux) S.à.r.l.	7591	SGCE Holding II S.à r.l.	7587
Fairacre Properties (Lux) 1 S.à r.l.	7590	Technos S.A., Société de gestion de Patrimoine Familial	7593
Fair Partners S.à r.l.	7596	Tibertex Holding S.A.	7591
Fair Partners S.à r.l. S.C.A.	7597	TO B IMMO S.à r.l.	7622
Fair Sponsors S.à r.l.	7598	Tragomi S.A.	7589
Field Sicar S.C.A.	7591	Turton Limited	7625
Grace Bay II Holdings S.à r.l.	7595	Victoria Quarter (Lux) 2	7593
HC Investissements ESP S.à r.l.	7593	Virtue Invest S.à r.l.	7593
Hezias B.V.	7590	Vitech Holding S.à r.l.	7591
Immobilière Rosa S.A.	7594	Vitech S.à r.l.	7591
IMMO Luxembourg S. à r. l.	7586	York Partners S.à r.l.	7623
Immo Zolwerfeld s.à r.l.	7586		

Immo Zolwerfeld s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8325 Capellen, 9, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 135.731.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009005249/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2008, réf. LSO-CX08866. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090002343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

IMMO Luxembourg S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-1340 Luxembourg, 1, place Winston Churchill.
R.C.S. Luxembourg B 131.562.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009005240/534/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05733. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090002349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Eurospin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.
R.C.S. Luxembourg B 60.288.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Pour la Société

BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE S.A.

Signature

Référence de publication: 2009005211/534/15.

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2008, réf. LSO-CX08860. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090002370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Novatech Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 115.052.

Le bilan au 30 juin 2008 dûment approuvé a été déposé au registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait conforme

Novatech Participations S.A.

Signature

Référence de publication: 2009005283/7491/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00928. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090002407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Aria Lux S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 101.123.

AUDIEX S.A. a démissionné de son mandat de commissaire aux comptes au 27 novembre 2008.

Le siège social est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 27 novembre 2008.

BDO Compagnie Fiduciaire

Signature

Domiciliaire

Référence de publication: 2009005773/534/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03135. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090002297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

O.Z. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 48.867.

Le Bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009005263/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06677. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090002336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Caesa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 130.283.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009005267/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05709. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090002333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

SGCE Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 98.789.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2007 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SGCE HOLDING S.à R.L.

Signatures

SGBT AGENT DOMICILIATAIRE

Référence de publication: 2009005284/45/16.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00211. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090002405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Manacor SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 106.542.

Le bilan et l'annexe au 30 juin 2007 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MANACOR S.A.
Société Anonyme
Thierry FLEMING / Claude SCHIMITZ
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009005285/45/16.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00214. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090002403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Saar-Lux Transport S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.
R.C.S. Luxembourg B 71.664.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009005282/1268/12.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2008, réf. LSO-CX10672. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090002441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Audition Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 29-31, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 86.894.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 07.01.2009.

Signature.

Référence de publication: 2009006049/9323/12.

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2008, réf. LSO-CX09044. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Ruben International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 38.748.

Le bilan de la société au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2009006065/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05069. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Pierdal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8410 Steinfort, 26, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 67.983.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Bertrange, le 07.01.2009.

Signature.

Référence de publication: 2009006044/9323/12.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00202. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Tragomi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 112.282.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean Wagener

Le Mandataire

Référence de publication: 2009006051/279/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06643. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Maag Pump Systems S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 140.254.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 6 janvier 2009.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Jean SECKLER

Notaire

Référence de publication: 2009006104/231/14.

(090003523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

ING LPFE Soparfi C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 403.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 87.199.

Le bilan de la société au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un mandataire*

Signatures

Référence de publication: 2009006030/655/15.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2008, réf. LSO-CX10439. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Hezias B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège de direction effectif: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 101.003.

Le bilan de la société au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009006035/655/15.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2008, réf. LSO-CX10474. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Dreamcar.com S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89F, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 86.891.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 07.01.2009.

Signature.

Référence de publication: 2009006043/9323/12.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00203. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

**Courlux (Europe) S.A., Société Anonyme,
(anc. ITH Europe S.A.).**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 103.063.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009006067/802/13.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00757. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Fairacre Properties (Lux) 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 110.854.

- Il résulte d'un courrier adressé à la société FAIRACRE PROPERTIES (Lux) 1 S.à r.l. que Monsieur Charles MEYER a démissionné de son mandat de gérant B de la société en date du 1^{er} novembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A la demande des intéressés

Signature

Référence de publication: 2009006095/6341/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00527. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Fairacre Plus (Lux) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.
R.C.S. Luxembourg B 124.589.

- Il résulte d'un courrier adressé à la société FAIRACRE PLUS (Lux) S.à r.l. que Monsieur Bob FABER a démissionné de son mandat de gérant B de la société en date du 8 décembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A la demande des intéressés
Signature

Référence de publication: 2009006096/6341/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00526. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090003062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Tibertex Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 85.087.

Le Bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009006100/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2008, réf. LSO-CX10487. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090003081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Field Sicar S.C.A., Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-4702 Pétange, 24, rue Robert Krieps.
R.C.S. Luxembourg B 124.122.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009006107/534/13.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2008, réf. LSO-CX10611. - Reçu 24,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090003084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

**Vitech S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Vitech Holding S.à r.l.).**

Siège social: L-6631 Wasserbillig, 15, rue des Gaulois.
R.C.S. Luxembourg B 75.945.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 23 décembre 2008.

Pour copie conforme
Pour la société
Jean SECKLER
Le notaire

Référence de publication: 2009006119/231/15.

(090003058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Rolly Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 115.177.

Statuts coordonnés suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 11 décembre 2008, acte n°703 par-devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jacques DELVAUX
Boite Postale 320
L-2013 Luxembourg
Notaire

Référence de publication: 2009006137/208/15.

(090003590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Luxembourg Electricité Foetz SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3844 Schifflange, Z.I. Letzebuerger Heck.

R.C.S. Luxembourg B 95.052.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 29 décembre 2008.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Jean SECKLER
Notaire

Référence de publication: 2009006129/231/14.

(090002949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Carpathian Cable Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 107.814.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009006126/280/13.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00368. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Convento III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 22, rue Jean-Pierre Basseur.

R.C.S. Luxembourg B 139.895.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Henri HELLINCKX
Notaire

Référence de publication: 2009006105/242/12.

(090003556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Technos S.A., SPF, Technos S.A., Société de gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 12.248.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.
Henri HELLINCKX
Notaire

Référence de publication: 2009006109/242/12.

(090003611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Victoria Quarter (Lux) 2, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 9.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 102.647.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009006086/534/13.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00648. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Virtue Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 45.111.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 6. Januar 2009.
Für gleichlautende Abschrift
Für die Gesellschaft
Maître Jean SECKLER
Notar

Référence de publication: 2009006134/231/14.

(090002897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

HC Investissements ESP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 118.732.

La société a été constituée suivant acte notarié reçu en date du 21 Juillet 2006, dont la dernière modification des statuts est intervenue suivant acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich, en date du 17 Août 2006, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1877 du 6 Octobre 2009.

Le bilan au 31 Décembre 2006 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Severine Canova.

Référence de publication: 2009006138/710/15.

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2008, réf. LSO-CX09128. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Chanteloup Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 24.636.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2009.
Martine SCHAEFFER
Notaire

Référence de publication: 2009006140/5770/12.

(090003587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Mediacommunication S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 33.013.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2007 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von und in Luxemburg hinterlegt.

Zum Zweck Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. Dezember 2008.

Unterschrift.

Référence de publication: 2009006139/802/13.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00777. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Centre Comptable Européen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 109.136.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 6 janvier 2009.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Jean SECKLER

Notaire

Référence de publication: 2009006131/231/14.

(090002929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Immobilière Rosa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2266 Luxembourg, 6, rue d'Oradour.
R.C.S. Luxembourg B 68.549.

Publication commissaire aux comptes

Est élu nouveau commissaire aux comptes pour la durée de 6 ans:

- Monsieur DREHER Hans Thomas, né le 27 juillet 1942 à IDAR OBERSTEIN (D), demeurant à L-1222 LUXEMBOURG, 8, rue Beck.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Itzig, le 14 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009006216/1345/15.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX00854. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Conchita S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2266 Luxembourg, 6, rue d'Oradour.
R.C.S. Luxembourg B 38.026.

—
Publication commissaire aux comptes

Est élu nouveau commissaire aux comptes pour la durée de 6 ans:

- Monsieur DREHER Hans Thomas, né le 27 juillet 1942 à IDAR OBERSTEIN (D), demeurant à L-1222 LUXEMBOURG, 8 rue Beck.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Itzig, le 14 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009006221/1345/15.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX00855. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Grace Bay II Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 140.289.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 53733 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER
Notaire

Référence de publication: 2009006220/211/12.

(090003286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Apax Look Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 143.711.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 04 décembre 2008, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 22 décembre 2008.

Francis KESSELER
NOTAIRE

Référence de publication: 2009006158/219/13.

(090003471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

David Brown Systems S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 140.251.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 6 janvier 2009.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Jean SECKLER
Notaire

Référence de publication: 2009006116/231/14.

(090002937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Luxembourg Offices Securitisations, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 107.261.

Le Bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 05 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009006110/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2008, réf. LSO-CX10619. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Dipol Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 91.713.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009006115/1005/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2009, réf. LSO-DA01041. - Reçu 40,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Sekay S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8340 Olm, 32, boulevard Robert Schuman.
R.C.S. Luxembourg B 138.828.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Junglinster, le 6 janvier 2009.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Jean SECKLER

Notaire

Référence de publication: 2009006132/231/14.

(090002900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Fair Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 135.181.

Suivant décision de la gérance, le siège social de la société a été transféré du 1 rue du Saint-Esprit L-1475 Luxembourg
au 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg à compter du 10 novembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009005783/4025/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2008, réf. LSO-CX11493. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090002287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Lumele S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 15.810.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2008.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2009006156/5770/12.

(090003566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Les Sportifs S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1744 Luxembourg, 25, rue Saint Hubert.
R.C.S. Luxembourg B 51.178.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08/01/2009.

RIBEIRO PINHEIRO Maria

La gérante

Référence de publication: 2009006690/2578/14.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00479. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Bamschoul Becker S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7317 Müllendorf, 27A, rue Paul Eyschen.
R.C.S. Luxembourg B 102.897.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MÜLLENDORF, le 08/01/2009.

BECKER Josy / BECKER Albert / BECKER Nicole

Les gérants

Référence de publication: 2009006692/2578/14.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00473. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Fair Partners S.à r.l. S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: EUR 140.000,00.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 135.513.

Suivant décision de la gérance, le siège social de la société a été transféré du 1 rue du Saint-Esprit L-1475 Luxembourg
au 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg à compter du 10 novembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009005785/4025/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2008, réf. LSO-CX11492. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090002293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Fair Sponsors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 166.314,00.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 134.872.

Suivant décision de la gérance, le siège social de la société a été transféré du 1 rue du Saint-Esprit L-1475 Luxembourg au 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg à compter du 10 novembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009005786/4025/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2008, réf. LSO-CX11494. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090002296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

AMB Villebon Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 86.503,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 133.356.

Suite au contrat de cession du 17 décembre 2008, AMB Europe Luxembourg Holding 2 S.à r.l. a cédé ses 41.168 parts sociales de Classe B de la Société à AMB Le Grand Roissy Holding 1 S.à r.l., ayant son siège social 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 115.809 de sorte que le capital se trouve désormais réparti comme suit:

- AMB Europe Luxembourg Holding 2 S.à r.l.:

* 41.168 parts sociales de Classe A;

* 4.167 parts sociales de Classe C; et

- AMB La Grand Roissy Holding 1 S.à r.l.:

* 41.168 parts sociales de Classe B.

Luxembourg, le 17 décembre 2008.

Pour la société

TMF Corporate Services S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2009005635/805/24.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2008, réf. LSO-CX10210. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090002432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Aassal Medical S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8151 Bridel, 79, rue de Schoenfels.

R.C.S. Luxembourg B 39.056.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bridel, le 08/01/2008.

Mohammad MOHTASHAMI

Le gérant

Référence de publication: 2009006693/2578/14.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00474. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090003345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Kalix S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 135.918.

L'an deux mille huit, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "KALIX S.A.", ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg à la section B sous le numéro 135 918, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 14 décembre 2007 publié au Mémorial C numéro 539 du 4 mars 2008.

L'assemblée est présidée par Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Le président désigne comme secrétaire Madame Carine GRUNDHEBER, employée privée, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Vania BARAVINI, employée privée, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Faute de documents pertinents, la société n'a pas pu être enregistrée en Italie, il s'est donc avéré nécessaire de prendre de nouveau les décisions relatives au transfert du siège social de la société à l'étranger.

II.- L'actionnaire unique, dûment représenté, et le nombre d'actions qu'il détient est renseigné sur une liste de présence. Cette liste et la procuration, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

III.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les 50.000 actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social s'élevant à EUR 500.000 (cinq cent mille euros) sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'actionnaire unique a été préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social statutaire, du siège de direction effective et de l'administration centrale de la société du 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg au 12/7 int. 1 Via Massena, 20145 Milan et adoption par la société anonyme de la nationalité italienne, sous réserve de l'inscription de la société auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

2. Changement de la dénomination de la société de "KALIX S.A." en "KALIX S.p.A."

3. Approbation d'une situation comptable intérimaire arrêtée au 18 décembre 2008 sur base des lois italiennes.

4. Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge à leur accorder pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'assemblée générale décidant le transfert du siège de la société en Italie.

5. Nomination de trois nouveaux administrateurs:

- Madame Elvira BELOTTI, née le 5 décembre 1949 à Brescia, demeurant au 46 Via Salvo D'Acquisto, Cassano D'Adda (MI), code fiscal: BLTLVR49T45B157F, Président du Conseil d'Administration,

- Madame Gloriana BELOTTI, née le 10 avril 1955 à Milano (MI), demeurant au 24 Via Alberto ribaldi, Cassano D'Adda (MI), code fiscal: BLTGRN55D50F205C,

- Monsieur Andrea GHIDINI, né le 3 avril 1977 à Milano (MI), demeurant au 19, Via Corti Alfonso, (MI), code fiscal: GHDNDR77D03F205X,

et fixation de leurs pouvoirs et du terme de leur mandat.

6. Nomination d'un collège de commissaires aux comptes:

- Monsieur Giorgio GROSSO, né le 22 novembre 1949 à Meolo (VE), demeurant au 26 Via Appiani, Treviso (TV), code fiscal: GRASGRG49S22F130G, Président du collège des commissaires,

- Monsieur Fabio BOMBARDIERI, né le 14 août 1959 à Alzano Lombardo (BG), demeurant au 3, Via San Carlo, Lallio (BG), code fiscal: BMBFBA59M14A246N,

- Monsieur Colombo Fausto GINO, né le 7 juillet 1947 à Bellusco (MI), demeurant au 9, Via Papa Giovanni XXIII, code fiscal: CLMFST47LO7A759U,

et fixation du terme de leur mandat.

7. Refonte complète des statuts pour les mettre en concordance avec la législation italienne.

8. Délégation de pouvoirs.

9. Radiation de la société du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg dès qu'elle aura été inscrite auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

10. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège statutaire, le principal établissement, l'administration centrale et le siège de direction effective de la société de L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle à I- 20145 Milan, 12/7 int 1 Via Massena et de lui faire adopter la nationalité, le statut et la forme d'une société par actions de droit italien, le tout sous réserve de l'inscription de la société auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

L'Assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la Société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec les changements envisagés.

Elle constate en outre qu'aucune action sans droit de vote n'a été émise par la Société.

Elle constate également:

- que le droit d'apport ainsi que tous les autres impôts prévus par la loi luxembourgeoise ont été dûment payés aux autorités compétentes;

- que la société a respecté toutes les dispositions fiscales prévues par la loi luxembourgeoise;

- que le transfert du siège social en Italie et le changement de nationalité de la Société n'aura en aucun cas pour effet, ni sur le plan fiscal ni sur le plan légal, la constitution d'une nouvelle société et l'assemblée constate que cette résolution est prise en conformité avec l'article 67.1. de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'avec la Directive du Conseil de la CEE du 17 juillet 1969 no. 335 et les dispositions des articles 4 et 50 du DPR du 26 avril 1986, numéro 131 et toutes dispositions concernées.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale de la société italienne en "KALIX S.p.A.".

Troisième résolution

L'assemblée décide d'approuver une situation comptable intérimaire de la société arrêtée au 18 décembre 2008, préparée sur base des lois italiennes, telle qu'elle a été établie par le conseil d'administration en fonction avant le transfert du siège social de la société.

Une copie de cette situation comptable, après avoir été signée "ne varietur" par les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour en faire partie intégrante.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et de leur accorder décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de nommer, en conformité avec la législation italienne, trois nouveaux administrateurs, pour une durée de trois ans, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes au 31.12.2010, avec les pouvoirs conférés par les nouveaux statuts, sauf révocation ou démission:

- Madame Elvira BELOTTI, née le 5 décembre 1949 à Brescia, demeurant au 46 Via Salvo D'Acquisto, Cassano D'Adda (MI), code fiscal: BLTLVR49T45B157F, Président du Conseil d'Administration,

- Madame Gloriana BELOTTI, née le 10 avril 1955 à Milano (MI), demeurant au 24 Via Alberto ribaldi, Cassano D'Adda (MI), code fiscal: BLTGRN55D50F205C,

- Monsieur Andrea GHIDINI, né le 3 avril 1977 à Milano (MI), demeurant au 19, Via Corti Alfonso, (MI), code fiscal: GHDNDR77D03F205X.

Sixième résolution

L'assemblée décide de nommer, en conformité avec la législation italienne, pour une durée de trois ans, un collège de commissaires composé de 3 membres effectifs:

- Monsieur Giorgio GROSSO, né le 22 novembre 1949 à Meolo (VE), demeurant au 26 Via Appiani, Treviso (TV), code fiscal: GRASGRG49S22F130G, Président du collège des commissaires,

- Monsieur Fabio BOMBARDIERI, né le 14 août 1959 à Alzano Lombardo (BG), demeurant au 3, Via San Carlo, Lallio (BG), code fiscal: BMBFBA59M14A246N,

- Monsieur Colombo Fausto GINO, né le 7 juillet 1947 à Bellusco (MI), demeurant au 9, Via Papa Giovanni XXIII, code fiscal: CLMFST47LO7A759U.

Leur mandat prendra fin lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes au 31.12.2010.

L'assemblée décide que leurs émoluments seront calculés sur la base des tarifs professionnels en vigueur en Italie.

Septième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts pour les mettre en concordance avec la législation italienne, et de leur donner la teneur suivante, étant entendu que les formalités prévues par la loi italienne en vu de faire adopter ces nouveaux statuts en conformité avec la loi italienne devront être accomplies:

STATUTO

Art. 1. Denominazione. E' costituita una società per azioni denominata "KALIX S.p.A."

Art. 2. Sede. La società ha sede in Milano.

Art. 3. Oggetto. La società, senza fare ricorso al mercato del capitale di rischio, ha per oggetto le seguenti attività:

1. La promozione, la partecipazione, il coordinamento e la gestione di operazioni ed investimenti nel settore immobiliare; l'acquisto, vendita e permuta, la costruzione in proprio e/o terzi, la ristrutturazione, la locazione, purché non finanziaria, la conduzione di beni immobili di ogni genere, sia rustici che urbani, civili e industriali;

2. L'assunzione di partecipazioni in altre società od enti costituiti o costituendi, il finanziamento ed il coordinamento tecnico e finanziario delle società od enti nei quali partecipa, la compravendita, il possesso e la gestione di titoli pubblici e privati, il tutto non nei confronti del pubblico;

3. La predisposizione, l'attuazione e la vendita di servizi di logistica nel settore dei trasporti; il trasporto, l'autotrasporto e la spedizione, nazionale e internazionale, con qualsiasi mezzo, di merci di ogni genere per conto terzi, la conduzione di depositi e magazzini, anche doganali, la custodia, la movimentazione, il confezionamento e la distribuzione di merci di ogni genere e tipo sempre per conto terzi; la formazione del personale nel settore della logistica.

4. La consulenza tecnica nell'automazione industriale delle fasi produttive, con robotica dedicata e progettazione hardware e software; la progettazione, realizzazione e installazione di impianti robotizzati per la gestione, manipolazione e trasporto delle merci di ogni genere; la concessione in uso, locazione, affitto e noleggio di beni di qualsiasi natura, sia in Italia che all'estero; la predisposizione, l'attuazione e la vendita di servizi di marketing, l'organizzazione di servizi di pubblicità e pubbliche relazioni, l'organizzazione di convegni e conferenze; la prestazione di servizi di elaborazione dati contabili e amministrativi per conto terzi.

Il tutto con esclusione delle attività riservate agli iscritti negli appositi albi professionali.

Per il conseguimento dell'oggetto sociale la società potrà compiere qualsiasi operazione mobiliare, finanziaria o immobiliare, compresa l'assunzione di mutui e finanziamenti in genere, la prestazione di avalli, fidejussioni e garanzie, anche reali, con esclusione della raccolta di risparmio presso il pubblico.

Art. 4. Durata. La durata della società è stabilita sino al 31 dicembre 2030, salvo proroga o anticipato scioglimento eventualmente deliberati dall'assemblea dei soci.

Art. 5. Domicilio. Il domicilio dei soci, degli amministratori, dei sindaci e del revisore, per i loro rapporti con la società, è quello che risulta dai libri sociali.

Art. 6. Capitale ed azioni. Il capitale sociale è di euro 500.000 (cinquecentomila) ed è diviso in numero 50.000 (cinquantamila) di azioni del valore nominale di euro 10 ciascuna.

Le azioni sono rappresentate da titoli azionari.

Art. 7. Strumenti finanziari.

7.1 L'assemblea straordinaria dei soci può deliberare, a fronte di apporti di soci o di terzi diversi dai conferimenti nel capitale sociale, l'emissione di strumenti finanziari ai sensi dell'articolo 2346 comma 6, del Codice civile, che consistono in certificati di partecipazione, dotati dei diritti indicati nella deliberazione di emissione e riportati nel presente statuto.

7.2 I certificati di partecipazione di cui al precedente comma sono o meno trasferibili a seconda di quanto stabilito nella deliberazione di emissioni e di quanto disposto nel presente statuto.

Art. 8. Obbligazioni.

8.1 La società può emettere obbligazioni, al portatore o nominative e nel rispetto delle disposizioni di legge vigenti, con delibera assunta dall'organo amministrativo ai sensi dell'articolo 31 del presente statuto ed obbligazioni convertibili con delibera dell'assemblea dei soci assunta ai sensi dell'articolo 16 del presente statuto.

Art. 9. Patrimoni destinati.

9.1 La società può costituire patrimoni destinati ad uno specifico affare ai sensi degli articoli 2447 bis ss. c.c..

9.2 La deliberazione costitutiva è adottata dall'assemblea straordinaria, ai sensi dell'articolo 16 del presente statuto, con le maggioranze di cui all'articolo 21 del presente statuto.

Art. 10. Finanziamenti. La società potrà acquisire dai soci finanziamenti a titolo oneroso o gratuito, con o senza obbligo di rimborso, nel rispetto delle normative vigenti, con particolare riferimento a quelle che regolano la raccolta di risparmio tra il pubblico.

Art. 11. Trasferimento delle azioni.

11.1 Le azioni sono trasferibili alle condizioni di seguito indicate.

11.1.1 La clausola contenuta in questo articolo intende tutelare gli interessi della società alla omogeneità della compagine sociale, alla coesione dei soci ed all'equilibrio dei rapporti tra gli stessi: pertanto vengono disposte le seguenti limitazioni per il caso di trasferimento di azioni.

11.1.2 Per "trasferimento" si intende il trasferimento per atto tra vivi ed a causa di morte di azioni o di diritti di opzione. Ove indicato "azioni" deve comunque leggersi "azioni e diritti di opzione".

11.1.3 Nella dizione "trasferimento per atto tra vivi" s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento, trasferimento del mandato fiduciario e donazione. In tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, i soci acquisteranno le azioni versando all'offerente la somma determinata di comune accordo o, in mancanza di accordo, dall'arbitratore, come in seguito meglio specificato.

11.1.4 L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo.

11.1.5 Nell'ipotesi di trasferimento di azioni per atto tra vivi eseguito senza l'osservanza di quanto di seguito prescritto, l'acquirente non avrà diritto di essere iscritto nel libro soci, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e non potrà alienare le azioni con effetto verso la società.

11.2.1 Le azioni sono trasferibili liberamente solo a favore:

11.2.1.1 di altri soci;

11.2.1.2 del coniuge di un socio;

11.2.1.3 di parenti in linea retta di un socio, in qualunque grado;

11.2.1.4 di società controllanti, controllate, collegate o comunque appartenenti al medesimo gruppo di società socia.

In qualsiasi altro caso di trasferimento delle azioni ai soci, regolarmente iscritti a libro soci, spetta il diritto di prelazione per l'acquisto.

11.2.2.1 Pertanto il socio che intende vendere o comunque trasferire in tutto o in parte le proprie azioni dovrà darne comunicazione a tutti i soci risultanti dal libro soci mediante lettera raccomandata inviata al domicilio di ciascuno di essi indicato nello stesso libro; la comunicazione deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento. I soci destinatari delle comunicazioni di cui sopra devono esercitare il diritto di prelazione per l'acquisto delle azioni cui la comunicazione si riferisce facendo pervenire al socio offerente la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata consegnata alle poste non oltre 30 (trenta) giorni dalla data di spedizione (risultante dal timbro postale) della offerta di prelazione.

11.2.2.2 Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, le azioni offerte spetteranno ai soci interessati in proporzione alla partecipazione da ciascuno di essi posseduta.

11.2.2.3 Se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendono valersene e che non vi abbiano espressamente e preventivamente rinunciato all'atto dell'esercizio della prelazione loro spettante.

11.2.3 La comunicazione dell'intenzione di trasferire le azioni formulata con le modalità indicate equivale a proposta contrattuale ai sensi dell'articolo 1326 c.c.. Pertanto il contratto si intenderà concluso nel momento in cui chi ha effettuato la comunicazione viene a conoscenza della accettazione dell'altra parte. Da tale momento il socio cedente è obbligato a concordare con il cessionario la ripetizione del negozio in forma idonea all'iscrizione nel libro soci, con contestuale pagamento del prezzo come indicato nella denuncia.

11.2.4.1 La prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente.

11.2.4.2 Qualora il prezzo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro.

Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, le parti provvederanno alla nomina di un unico arbitratore che stabilirà il prezzo di cessione con criteri equi ed obiettivi, come in seguito precisato.

In caso di mancato accordo sulla nomina dell'unico arbitratore, esso sarà nominato dal Presidente della Camera Arbitrale presso la Camera di Commercio del luogo in cui ha sede la società, su richiesta della parte più diligente.

11.2.5.1 Nell'effettuare la sua determinazione l'arbitratore dovrà tener conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato nonché del prezzo e delle condizioni offerti dal potenziale acquirente, ove egli appaia di buona fede, e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazione societarie, con particolare attenzione ad un eventuale "premio di maggioranza" per il caso di trasferimento del pacchetto di controllo della società.

11.2.6.1 Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per la totalità delle azioni offerte, poichè tale è l'oggetto della proposta formulata dal socio offerente; qualora nessun socio intenda acquistare le azioni offerte ovvero il diritto sia esercitato solo per parte di esse, il socio offerente sarà libero di trasferire tutte le azioni a colui o coloro le cui generalità sono state indicate nell'offerta in prelazione.

11.2.7 Il diritto di prelazione spetta ai soci anche quando si intenda trasferire la nuda proprietà delle azioni. Il diritto di prelazione non spetta per il caso di costituzione di pegno od usufrutto.

11.2.8 Nel caso di vendita congiunta di azioni da parte di più soci la prelazione dovrà considerarsi efficacemente esercitata solo se avrà ad oggetto tutte le azioni poste in vendita.

11.3 Il diritto di prelazione compete ai soci anche nel caso in cui venga ceduta la partecipazione di controllo in una società socia della presente società.

In tale ipotesi, l'organo amministrativo della società socia dovrà offrire agli altri soci l'acquisto della sua partecipazione alla presente società entro la fine dell'esercizio sociale nel corso del quale è stata ceduta la partecipazione di controllo.

L'offerta dovrà essere effettuata con le modalità indicate nel precedente punto 11.2.2.1, precisandosi che agli altri soci compete il diritto di fare ricorso ad un arbitratore, secondo quanto previsto ai punti 11.2.4.2 - 11.2.5.1.

Qualora la società socia non adempia all'obbligo posto a suo carico, la stessa dovrà versare agli altri soci una penale pari al doppio del valore della sua partecipazione nella presente società, come determinato dall'arbitratore su istanza di uno qualsiasi degli altri soci: in tal caso sarà interamente a carico della società socia anche il costo dell'arbitratore.

11.4 Nella dizione "trasferimento a causa di morte" si intendono comprese la successione legittima o testamentaria, a titolo universale o particolare, a persona fisica socia.

Le azioni sono liberamente trasferibili a causa di morte.

In tal caso, gli eredi o legatari del socio defunto dovranno comunicare con lettera raccomandata inviata alla società l'apertura della successione entro 60 (sessanta) giorni dal decesso del socio, con l'indicazione degli eredi o dei legatari e la descrizione delle azioni cadute in successione.

Art. 12. Recesso.

12.1 Hanno diritto di recedere i soci che non hanno concorso all'approvazione delle deliberazioni riguardanti:

- a) la modifica della clausola dell'oggetto sociale, quando consente un cambiamento significativo dell'attività della società;
- b) la trasformazione della società;
- c) il trasferimento della sede sociale all'estero;
- d) la revoca dello stato di liquidazione;
- e) la modifica dei criteri di determinazione del valore dell'azione in caso di recesso;
- f) le modificazioni dello statuto concernenti i diritti di voto o di partecipazione;
- g) l'eliminazione di una o più cause di recesso previste dal presente statuto.

Qualora la società sia soggetta ad attività di direzione e coordinamento ai sensi degli artt. 2497 ss. c.c., spetterà altresì ai soci il diritto di recesso nelle ipotesi previste dall'art. 2497 quater c.c.

Qualora la società sia contratta a tempo indeterminato, ciascun socio può comunque recedere in ogni momento, dando alla società preavviso non inferiore a 180 (centottanta) giorni.

I soci hanno altresì diritto di recedere in relazione al disposto dell' art. 21.3 del presente statuto (introduzione e soppressione di clausole compromissorie).

12.2 Compete il diritto di recesso ai soci che non hanno concorso all'approvazione delle deliberazioni riguardanti:

- a) la proroga del termine;
- b) l'introduzione, la modifica o la rimozione di vincoli alla circolazione dei titoli azionari.

12.3 Il socio che intende recedere dalla società deve darne comunicazione all'organo amministrativo con lettera raccomandata.

La raccomandata deve essere inviata entro quindici giorni dall'iscrizione nel registro delle imprese della delibera che legittima il recesso, con l'indicazione delle generalità del socio recedente, del domicilio per le comunicazioni inerenti al procedimento, del numero e della categoria delle azioni per le quali il diritto di recesso viene esercitato.

Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una delibera, esso può essere esercitato non oltre trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. In tale ipotesi l'organo amministrativo è tenuto a comunicare ai soci i fatti che possono dare luogo all'esercizio del recesso entro 30 (trenta) giorni dalla data in cui ne è venuto esso stesso a conoscenza.

Il recesso si intende esercitato il giorno in cui la comunicazione è pervenuta all' organo amministrativo.

Le azioni per le quali è esercitato il diritto di recesso non possono essere cedute e, se emesse, devono essere depositate presso la sede sociale.

Dell'esercizio del diritto di recesso deve essere fatta annotazione nel libro soci.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia se, entro novanta giorni, la società revoca la delibera che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della società.

12.4 Il socio ha diritto alla liquidazione delle azioni per le quali esercita il recesso.

Il valore delle azioni è determinato dagli amministratori, sentito il parere dell'organo di controllo, tenuto conto della consistenza patrimoniale della società e delle sue prospettive reddituali, nonché dell'eventuale valore di mercato delle azioni.

I soci hanno diritto di conoscere la determinazione del valore sopra indicato nei quindici giorni precedenti la data fissata per l'assemblea che legittima l'esercizio del diritto di recesso.

Ciascun socio ha diritto di prendere visione della determinazione di valore di cui sopra e ottenerne copia a sue spese.

Qualora il socio che esercita il recesso, contestualmente alla dichiarazione di esercizio dello stesso, si opponga alla determinazione del valore da parte dell'organo amministrativo, il valore di liquidazione è determinato, entro novanta giorni dall'esercizio del diritto di recesso, tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale nella cui circoscrizione ha sede la società, che provvede anche sulle spese, su istanza della parte più diligente. Si applica l'art. 1349, comma 1 c.c.

12.5 Gli amministratori offrono in opzione le azioni del socio recedente agli altri soci in proporzione al numero delle azioni possedute.

Se vi sono obbligazioni convertibili, il diritto d'opzione spetta anche ai possessori di queste in concorso con i soci, sulla base del rapporto di cambio.

L'offerta di opzione è depositata presso il registro delle imprese entro quindici giorni dalla determinazione definitiva del valore di liquidazione, prevedendo un termine per l'esercizio del diritto d'opzione non inferiore a trenta giorni e non superiore a 60 (sessanta) giorni dal deposito dell'offerta.

Coloro che esercitano il diritto d'opzione, purchè ne facciano contestuale richiesta, hanno diritto di prelazione nell'acquisto delle azioni che siano rimaste inoptate.

Le azioni inoptate possono essere collocate dall'organo amministrativo anche presso terzi.

In caso di mancato collocamento delle azioni, le azioni del socio che ha esercitato il diritto di recesso vengono rimborsate mediante acquisto dalla società utilizzando riserve disponibili anche in deroga a quanto previsto dall'art. 2357, comma 3 c.c.

Qualora non vi siano utili o riserve disponibili, deve essere convocata l'assemblea straordinaria per deliberare la riduzione del capitale sociale o lo scioglimento della società.

Alla deliberazione di riduzione del capitale sociale si applicano le disposizioni dell'art. 2445, commi 2, 3 e 4 c.c.; ove l'opposizione sia accolta la società si scioglie.

Art. 13. Unico socio.

13.1 Quando le azioni risultano appartenere ad una sola persona o muta la persona dell'unico socio, gli amministratori, ai sensi dell'art. 2362 c.c., devono depositare per l'iscrizione nel registro delle imprese una dichiarazione contenente l'indicazione del cognome e nome o della denominazione, della data e luogo di nascita o di costituzione, del domicilio o della sede e cittadinanza dell'unico socio.

13.2 Quando si costituisce o ricostituisce la pluralità dei soci, gli amministratori ne devono depositare la dichiarazione per l'iscrizione nel registro delle imprese.

13.3 L'unico socio o colui che cessa di essere tale può provvedere alla pubblicità prevista nei commi precedenti.

13.4 Le dichiarazioni degli amministratori devono essere riportate, entro trenta giorni dall'iscrizione, nel libro dei soci e devono indicare la data di tale iscrizione.

Art. 14. Soggezione ad attività di direzione e controllo. La società deve indicare l'eventuale propria soggezione all'altrui attività di direzione e coordinamento negli atti e nella corrispondenza, nonché mediante iscrizione, a cura degli amministratori, presso la sezione del registro delle imprese di cui all'articolo 2497 bis, comma 2, c.c..

Art. 15. Competenze dell'assemblea ordinaria.

15.1 L'assemblea ordinaria delibera sulle materie ad essa riservata dalla legge e dal presente statuto. In particolare, l'assemblea ordinaria può:

- a) approvare l'eventuale regolamento dei lavori assembleari;
- b) autorizzare gli atti di amministrazione di cui all'articolo 31 del presente statuto.

15.2 Sono inderogabilmente riservate alla competenza dell'assemblea ordinaria:

- a) l'approvazione del bilancio;
- b) la nomina e la revoca degli amministratori; la nomina dei sindaci e del presidente del collegio sindacale e, quando previsto, del soggetto al quale è demandato il controllo contabile;
- c) la determinazione del compenso degli amministratori e dei sindaci, se non è stabilito dallo statuto;
- d) la deliberazione sulla responsabilità degli amministratori e dei sindaci.

Art. 16. Competenze dell'assemblea straordinaria.

16.1 Sono di competenza dell'assemblea straordinaria:

- a) le modifiche dello statuto, salvo quanto previsto dall'articolo 31.3 del presente statuto;

- b) la nomina, la sostituzione e la determinazione dei poteri dei liquidatori;
- c) l'emissione degli strumenti finanziari di cui all'articolo 7 del presente statuto;
- d) l'emissione di prestiti obbligazionari convertibili di cui all'articolo 8 del presente statuto;
- e) la costituzione di patrimoni destinati di cui all'articolo 9 del presente statuto;
- f) le altre materie ad essa attribuite dalla legge e dal presente statuto.

16.2 L'attribuzione all'organo amministrativo di delibere che per legge spettano all'assemblea, di cui all'articolo 31.3 del presente statuto, non fa venire meno la competenza principale dell'assemblea, che mantiene il potere di deliberare in materia.

Art. 17. Convocazione dell'assemblea.

17.1 L'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo almeno una volta all'anno, entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale oppure entro centoottanta giorni, qualora la società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato e qualora lo richiedano particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società.

17.2 L'assemblea può essere convocata anche fuori dal Comune in cui è posta la sede sociale purchè nel territorio di un altro Stato membro dell'Unione Europea.

17.3 In caso di impossibilità di tutti gli amministratori o di loro inattività, l'assemblea può essere convocata dal collegio sindacale oppure mediante provvedimento del Tribunale su richiesta di tanti soci che rappresentino almeno un decimo del capitale sociale.

17.4 L'avviso di convocazione deve indicare:

- il luogo in cui si svolge l'assemblea nonchè i luoghi eventualmente ad esso collegati per via telematica;
- la data e l'ora di convocazione dell'assemblea;
- le materie all'ordine del giorno;
- se sia ammesso il voto per corrispondenza e le modalità di comunicazione del contenuto delle delibere, ai sensi dell'articolo 28.2 del presente statuto;
- le altre menzioni eventualmente richieste dalla legge.

17.5 L'assemblea viene convocata con avviso ricevuto dagli aventi diritto almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, quali telefax fax o posta elettronica, fatto pervenire ai medesimi al domicilio risultante dai libri sociali.

Art. 18. Assemblee di seconda ed ulteriore convocazione.

18.1 Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data di seconda ed ulteriore convocazione per il caso in cui nell'adunanza precedente l'assemblea non risulti legalmente costituita. Le assemblee in seconda od ulteriore convocazione devono svolgersi entro trenta giorni dalla data indicata nella convocazione per l'assemblea di prima convocazione. L'avviso di convocazione può indicare al massimo una data ulteriore per l'assemblea successiva alla seconda.

18.2 L'assemblea di ulteriore convocazione non può tenersi il medesimo giorno dell'assemblea di precedente convocazione.

Art. 19. Assemblea totalitaria.

19.1 Anche in mancanza di formale convocazione, l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando è rappresentato l'intero capitale sociale e partecipa all'assemblea la maggioranza dei componenti dell'organo amministrativo e dei componenti dell'organo di controllo.

19.2 In tale ipotesi ciascuno dei partecipanti può opporsi alla discussione (ed alla votazione) degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

Art. 20. Assemblea ordinaria: determinazione dei quorum.

20.1 L'assemblea ordinaria in prima convocazione è regolarmente costituita con l'intervento di tanti soci che rappresentino almeno la maggioranza del capitale sociale.

20.2 L'assemblea ordinaria in seconda convocazione è regolarmente costituita qualunque sia la parte di capitale sociale rappresentata.

20.3 L'assemblea ordinaria, in prima, seconda e in ogni ulteriore convocazione delibera con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei presenti.

Tuttavia non si intende approvata la delibera che rinuncia o transige sull'azione di responsabilità nei confronti degli amministratori, se consta il voto contrario di almeno un quinto del capitale sociale.

Art. 21. Assemblea straordinaria: determinazione dei quorum.

21.1 L'assemblea straordinaria in prima convocazione è regolarmente costituita e delibera con il voto favorevole di più della metà del capitale sociale.

21.2 In seconda convocazione l'assemblea straordinaria è validamente costituita con l'intervento di tanti soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale e delibera con il voto favorevole di almeno i due terzi del capitale rappresentato in assemblea.

Tuttavia è comunque richiesto il voto favorevole di tanti soci che rappresentino più di un terzo del capitale sociale per le delibere inerenti:

- a) il cambiamento dell'oggetto sociale;
- b) la trasformazione;
- c) lo scioglimento anticipato;
- d) la proroga della durata;
- e) la revoca dello stato di liquidazione;
- f) il trasferimento della sede sociale all'estero;
- g) l'emissione di azioni privilegiate.

21.3 L'introduzione e la soppressione di clausole compromissorie devono essere approvate con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno i due terzi del capitale sociale. I soci assenti o dissenzienti possono, entro i successivi novanta giorni, esercitare il diritto di recesso ai sensi dell'art. 12 del presente statuto.

Art. 22. Norme per il computo dei quorum.

22.1 Nel computo del quorum costitutivo non si considera il capitale sociale rappresentato da azioni prive del diritto di voto.

22.2 Si considerano presenti tutti i soci che al momento della verifica del quorum costitutivo siano identificati dal presidente ed esibiscano almeno una azione.

22.3 Le azioni proprie e le azioni possedute dalle società controllate sono computate ai fini del calcolo del quorum costitutivo e del quorum deliberativo, ma non possono esercitare il diritto di voto.

22.4 Le altre azioni per le quali non può essere esercitato il diritto di voto sono computate ai fini della regolare costituzione dell'assemblea; le medesime azioni (salvo diversa disposizione di legge) e quelle per le quali il diritto di voto non è esercitato a seguito della dichiarazione del socio di astenersi per conflitto di interessi non sono computate ai fini del calcolo delle maggioranze necessarie all'approvazione della delibera.

22.5 La mancanza del quorum costitutivo rende impossibile lo svolgimento dell'assemblea; in tal caso la stessa potrà tenersi in seconda o ulteriore convocazione.

22.6 Il quorum costitutivo è verificato all'inizio dell'assemblea e prima di ogni votazione. La mancanza del quorum costitutivo impedisce lo svolgimento della votazione. Qualora il quorum costitutivo venga meno dopo la valida costituzione dell'assemblea, il presidente dovrà dichiarare sciolta l'assemblea. Le deliberazioni approvate sino al venire meno del quorum costitutivo restano valide ed acquistano efficacia ai sensi di legge.

Per la trattazione degli altri argomenti all'ordine del giorno occorre convocare una nuova assemblea, anche se il quorum costitutivo è venuto meno nel corso di una assemblea in prima convocazione.

Art. 23. Rinvio all'assemblea. I soci intervenuti che rappresentano un terzo del capitale sociale hanno il diritto di ottenere il rinvio dell'assemblea a non oltre cinque giorni, qualora dichiarino di non essere sufficientemente informati sugli argomenti all'ordine del giorno.

Art. 24. Legittimazione a partecipare alle assemblee ed a votare.

24.1 I soci (anche ai fini degli adempimenti di cui al comma 3 dell'art. 2370 c.c.) devono esibire i propri titoli (o certificati) al fine di dimostrare la legittimazione a partecipare ed a votare in assemblea.

24.2 Hanno diritto di voto, con qualsiasi metodo venga espresso, gli azionisti muniti del diritto di voto in misura:

a) non superiore al valore della propria partecipazione e all'ammontare dei titoli legittimativi da essi esibiti ai sensi del comma precedente;

b) non inferiore ai limiti di cui alla lettera precedente, salvo quanto stabilito dall'ultimo comma del presente articolo.

24.3 Ai sensi dell'art. 2370, comma 3 c.c., gli amministratori in seguito alla consegna sono tenuti ad iscrivere nei libri sociali coloro che non risultino essere in essi iscritti.

24.4 I soci che non possono esercitare il diritto di voto hanno comunque il diritto di essere convocati.

Art. 25. Rappresentanza del socio in assemblea: le deleghe.

25.1 I soci possono partecipare alle assemblee anche mediante delegati. Essi devono dimostrare la propria legittimazione mediante documento scritto. La società acquisisce la delega agli atti sociali.

25.2 La delega può essere rilasciata anche per più assemblee; non può essere rilasciata con il nome del delegato in bianco ed è sempre revocabile, nonostante ogni patto contrario. Il rappresentante può farsi sostituire solo da chi sia espressamente indicato nella delega.

25.3 Se il socio ha conferito la delega ad un ente giuridico, il legale rappresentante di questo rappresenta il socio in assemblea. In alternativa l'ente giuridico può delegare un suo dipendente o collaboratore, anche se ciò non sia espressamente previsto dalla delega.

25.4 La stessa persona non può rappresentare più di venti soci.

25.5 Le deleghe non possono essere rilasciate a dipendenti, membri degli organi di controllo o amministrativo della società.

25.6 Le deleghe non possono essere rilasciate a dipendenti, membri degli organi di controllo o amministrativo delle società controllate.

Art. 26. Presidente e segretario dell'assemblea, verbalizzazione.

26.1 L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico, dal presidente del consiglio di amministrazione o, in mancanza, dalla persona designata dagli intervenuti.

26.2 L'assemblea nomina un segretario anche non socio ed occorrendo uno o più scrutatori anche non soci.

Non occorre l'assistenza del segretario nel caso il verbale sia redatto da un notaio.

26.3 Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, disciplinare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

26.4 Per quanto concerne la disciplina dei lavori assembleari, l'ordine degli intervenuti, le modalità di trattazione dell'ordine del giorno, il presidente ha il potere di proporre le procedure che possono però essere modificate con voto della maggioranza assoluta degli aventi diritto al voto.

26.5 Il verbale dell'assemblea deve essere redatto senza ritardo, nei tempi necessari per la tempestiva esecuzione degli obblighi di deposito e pubblicazione, e deve essere sottoscritto dal presidente, dal segretario o dal notaio.

26.6 Il verbale deve indicare:

- a) la data dell'assemblea;
- b) l'identità dei partecipanti ed il capitale sociale da ciascuno rappresentato (anche mediante allegato);
- c) le modalità e i risultati delle votazioni;
- d) l'identità dei votanti con la precisazione se abbiano votato a favore, contro, o si siano astenuti, anche mediante allegato;
- e) su espressa richiesta degli intervenuti, la sintesi delle loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

Art. 27. Procedimento assembleare: svolgimento dei lavori.

27.1 L'assemblea deve svolgersi con modalità tale che tutti coloro che hanno il diritto di parteciparvi possano rendersi conto in tempo reale degli eventi, formare liberamente il proprio convincimento ed esprimere liberamente e tempestivamente il proprio voto.

Le modalità di svolgimento dell'assemblea non possono contrastare con le esigenze di una corretta e completa verbalizzazione dei lavori.

27.2 E' ammesso il voto per corrispondenza, la cui disciplina è contenuta nell'art. 28.2 del presente statuto.

27.3 L'assemblea potrà svolgersi anche in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, con modalità delle quali dovrà essere dato atto nel verbale.

27.4 In applicazione dei principi di cui al comma 1 del presente articolo, nel caso in cui sia ammesso il voto per corrispondenza, il testo della delibera da adottare deve essere preventivamente comunicato ai soci che votano per corrispondenza, in modo da consentire loro di prenderne visione tempestivamente prima di esprimere il proprio voto, il tutto in conformità al regolamento eventualmente approvato dall'assemblea ai sensi dell'art. 2364, n. 6, c.c..

Art. 28. Modalità di voto.

28.1 Il voto segreto non è ammesso. Il voto non riconducibile ad un socio è un voto non espresso.

28.2 Il voto per corrispondenza è disciplinato con segue:

a) possono votare per corrispondenza i soci che ne abbiano fatto richiesta scritta da conservarsi agli atti sociali e da annotare sul libro soci;

b) L'organo sociale o il Tribunale che convocano l'assemblea debbono precisare nella convocazione che il voto per corrispondenza è ammesso, intendendosi escluso in caso contrario.

In nessun caso è ammesso il voto per corrispondenza per la delibera sull'azione di responsabilità nei confronti degli amministratori;

c) in caso di voto per corrispondenza sono presenti tutti i soci che abbiano adempiuto alle formalità di cui all'art. 24 del presente statuto e abbiano inviato nei termini la propria scheda di voto;

d) il testo della delibera da approvare o delle diverse proposte di delibera su cui votare deve essere riportato integralmente sulla scheda di voto;

e) se le schede di voto non sono allegate alla comunicazione della convocazione della assemblea, la convocazione deve indicare con quali modalità i soci possano richiedere ed ottenere le schede per l'esercizio del voto per corrispondenza, nei termini necessari per un informato esercizio del diritto di voto;

f) il conto delle schede di voto per corrispondenza avviene:

- al momento della costituzione dell'assemblea al fine di verificare che sussista il quorum costitutivo;

- al momento della espressione del voto da parte dei soci, al fine di verificare che sussista il quorum deliberativo;

g) per il caso di modifica o integrazione delle proposte sottoposte all'assemblea, il titolare del diritto che ha espresso il voto può preventivamente manifestare la propria volontà, scegliendo fra l'astensione, il voto contrario e l'adesione alle proposte di voto espresse dal consiglio di amministrazione o da altro azionista;

h) le schede dei voti espressi per corrispondenza vanno conservate agli atti sociali;

i) nel caso di voto espresso per corrispondenza occorre disporre un adeguato sistema di comunicazione delle delibere assunte dall'assemblea, al fine di agevolare i soci astenuti o dissenzienti nell'esercizio dei propri diritti.

Art. 29. Assemblee speciali.

29.1 Se esistono più categorie di azioni o strumenti finanziari muniti del diritto di voto, ciascun titolare ha diritto di partecipare nella assemblea speciale di appartenenza.

29.2 Le disposizioni dettate dal presente statuto in materia di assemblea e di soci, con riferimento al procedimento assembleare, si applicano anche alle assemblee speciali e alle assemblee degli obbligazionisti e dei titolari di strumenti finanziari muniti del diritto di voto.

29.3 L'assemblea speciale:

a) nomina e revoca i rappresentanti comuni di ciascuna categoria di azioni/strumenti finanziari correlati ad un patrimonio destinato ad uno specifico affare, con funzione di controllo sul regolare andamento dello specifico affare, e sull'azione di responsabilità nei loro confronti;

b) approva o rigetta le delibere dell'assemblea generale che modificano i diritti degli azionisti appartenenti a categorie speciali, degli obbligazionisti e dei titolari di strumenti finanziari muniti del diritto di voto;

c) delibera sulla proposta di concordato preventivo e di amministrazione controllata;

d) delibera sulla creazione di un fondo comune per la tutela degli interessi comuni degli obbligazionisti, degli azionisti appartenenti a categorie speciali e dei titolari di strumenti finanziari muniti di diritti di voto e ne approva il rendiconto;

e) delibera sulle controversie con la società e sulle relative transazioni e rinunce;

f) delibera sulle altre materie di interesse comune.

29.4 La convocazione della assemblea speciale avviene su iniziativa del suo presidente, dell'organo amministrativo della società o quando ne facciano richiesta tante persone che siano rappresentative di un ventesimo dei voti esprimibili nell'assemblea stessa.

29.5 La procedura dell'assemblea speciale è disciplinata dalla norme contenute nel presente statuto con riferimento all'assemblea della società.

29.6 La società, ove sia titolare di azioni o di obbligazioni, non può partecipare all'assemblea speciale.

29.7 Amministratori e sindaci hanno il diritto di partecipare senza voto all'assemblea speciale.

29.8 Le delibere dell'assemblea speciale sono impugnabili ai sensi degli artt. 2377 e 2379 c.c..

29.9 Ai soci spetta altresì il diritto di agire individualmente, laddove l'assemblea speciale non abbia deliberato in merito.

29.10 Al rappresentante comune, se eletto, si applicano gli artt. 2417 e 2418 c.c..

29.11 La forma e le maggioranze delle assemblee speciali sono quelle delle assemblee straordinarie.

Art. 30. Annullamento delle deliberazioni assembleari. Ciascun socio munito del diritto di voto con riferimento alla deliberazione impugnabile, può esercitare individualmente l'azione di annullamento.

Art. 31. Competenza e poteri dell'organo amministrativo.

31.1 La gestione dell'impresa spetta esclusivamente agli amministratori, i quali compiono le operazioni necessarie per l'attuazione dell'oggetto sociale, ferma restando la necessità di specifica autorizzazione nei casi richiesti dalla legge o dal presente articolo.

31.2 Gli amministratori debbono richiedere la preventiva approvazione da parte dell'assemblea ordinaria delle seguenti operazioni:

a) cessione o affitto dell'azienda e/o rami di azienda;

b) assunzione di partecipazioni in altre società, il cui valore sia superiore al dieci per cento del patrimonio netto risultante dall'ultimo bilancio approvato.

31.3 Sono inoltre attribuite all'organo amministrativo le seguenti competenze:

a) la delibera di fusione nei casi di cui agli artt. 2505, 2505 bis, 2506 ter ultimo comma c.c.;

b) l'istituzione e soppressione di sedi secondarie;

c) l'indicazione di quali amministratori abbiano la rappresentanza della società;

d) la riduzione del capitale sociale in caso di recesso del socio;

e) l'adeguamento dello statuto sociale a disposizioni normative;

f) il trasferimento della sede sociale in altro Comune del territorio nazionale;

g) la riduzione del capitale qualora risulti perduto oltre un terzo dello stesso e la società abbia emesso azioni senza valore nominale;

h) l'emissione di prestiti obbligazionari non convertibili.

Art. 32. Divieto di concorrenza

32. Gli amministratori non sono tenuti all'osservanza del divieto di concorrenza sancito dall'art. 2390 c.c.

Art. 33. Composizione dell'organo amministrativo. La società è amministrata da un amministratore unico o da un consiglio di amministrazione composto da due a sette membri.

Art. 34. Nomina e sostituzione dell'organo amministrativo.

34.1 Spetta all'assemblea ordinaria provvedere alla determinazione del numero dei membri dell'organo amministrativo.

34.2 Gli amministratori durano in carica per il periodo stabilito alla loro nomina e comunque non oltre tre esercizi e sono rieleggibili. Essi scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica.

34.3.1 Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori, gli altri provvedono a sostituirli con deliberazione approvata dal collegio sindacale, purchè la maggioranza sia sempre costituita da amministratori nominati dall'assemblea (o nell'atto costitutivo). Gli amministratori così nominati restano in carica fino alla successiva assemblea. Nell'ipotesi che il consiglio di amministrazione sia composto da due amministratori, le dimissioni di uno di essi comporta la decadenza del consiglio.

34.3.2.1 Qualora venga meno la maggioranza degli amministratori nominati dall'assemblea (o nell'atto costitutivo), quelli rimasti in carica devono convocare l'assemblea per la sostituzione degli amministratori mancanti.

34.3.2.2 Gli amministratori così nominati scadono insieme a quelli in carica all'atto della loro nomina.

34.3.3 Qualora vengano a cessare l'amministratore unico o tutti gli amministratori, l'assemblea per la nomina dell'amministratore o dell'intero consiglio deve essere convocata d'urgenza dal collegio sindacale, il quale può compiere nel frattempo gli atti di ordinaria amministrazione.

34.4 Il venire meno della sussistenza dei requisiti di legge costituisce causa di immediata decadenza dell'amministratore.

Art. 35. Presidente del consiglio di amministrazione.

35.1 Il consiglio di amministrazione, nella prima adunanza successiva alla sua nomina, elegge tra i propri membri un presidente, ove non vi abbia provveduto l'assemblea.

35.2 Il presidente del consiglio di amministrazione convoca il consiglio di amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché adeguate informazioni sulle materie iscritte all'ordine del giorno vengano fornite a tutti i consiglieri.

35.3 Il consiglio nomina un segretario anche al di fuori dei suoi membri.

Art. 36. Organi delegati.

36.1 Il consiglio di amministrazione può delegare, nei limiti di cui all'art. 2381 c.c., parte delle proprie attribuzioni ad uno o più suoi componenti, determinandone i poteri e la relativa remunerazione.

36.2 Il consiglio può altresì disporre che venga costituito un comitato esecutivo del quale fanno parte di diritto, oltre ai consiglieri nominati a farne parte, anche il presidente, nonché tutti i consiglieri muniti di delega.

Il consiglio, con la propria delibera di istituzione del comitato esecutivo, può determinare gli obiettivi e le modalità di esercizio dei poteri delegati.

36.3 Al consiglio spetta comunque il potere di controllo e di avocare a sè le operazioni rientranti nella delega, oltre che il potere di revocare le deleghe.

36.4 Non possono essere attribuite agli organi delegati le competenze di cui all'art. 2381, comma 4 c.c.

36.5 Gli organi delegati sono tenuti a riferire al consiglio di amministrazione ed all'organo di controllo gestionale almeno ogni 180 (centoottanta) giorni.

36.6 Possono essere altresì nominati direttori generali e procuratori, determinandone i poteri.

36.7 Nell'ipotesi in cui l'organo amministrativo sia composto da un numero pari di membri, qualora non sia possibile raggiungere una maggioranza in ordine alla revoca delle deleghe e/o alla modifica dei poteri delegati, le deleghe decadono immediatamente ed i poteri delegati rientrano nella competenza dell'organo amministrativo nella sua collegialità.

Art. 37. Delibere del consiglio di amministrazione.

37.1 Il consiglio si raduna nel luogo indicato nell'avviso di convocazione, nella sede sociale o altrove, tutte le volte che ciò sia ritenuto necessario dal presidente, dal collegio sindacale o anche da uno solo dei consiglieri di amministrazione.

37.2 La convocazione è fatta almeno cinque giorni prima della riunione con lettera da spedire mediante fax, telegramma o posta elettronica.

37.3 Nei casi di urgenza la convocazione può essere fatta con lettera da spedire mediante fax, telegramma o posta elettronica, con almeno 24 ore di preavviso; in tale ultimo caso l'urgenza dovrà essere motivata nell'avviso di convocazione.

37.4 Le modalità di convocazione non devono rendere intollerabilmente onerosa la partecipazione alle riunioni, sia per i consiglieri che per i sindaci.

37.5 Il consiglio è validamente costituito con la presenza della maggioranza degli amministratori in carica e delibera:

- con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei consiglieri presenti, salvo quanto più avanti previsto;

- con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei suoi componenti, qualora si intenda costituire un patrimonio destinato ad uno specifico affare ai sensi dell'art. 9 del presente statuto.

I consiglieri astenuti o che si siano dichiarati in conflitto di interessi non sono computati ai fini del calcolo della maggioranza (quorum deliberativo).

37.6 Il consiglio può riunirsi e validamente deliberare anche mediante mezzi di telecomunicazione, purchè sussistano le garanzie di cui all'art. 27.1 del presente statuto.

37.7 Il consiglio di amministrazione è validamente costituito qualora, anche in assenza di formale convocazione, siano presenti tutti i consiglieri in carica e tutti i membri del collegio sindacale.

37.8 Le riunioni del consiglio sono presiedute dal presidente ovvero dall'amministratore più anziano per carica o, in subordine, per età.

37.9 Il voto non può essere dato per rappresentanza.

Art. 38. Rappresentanza sociale.

38.1 La rappresentanza della società spetta all'amministratore unico o al presidente del consiglio di amministrazione.

38.2 Spetta altresì ai consiglieri muniti di delega del consiglio.

Art. 39. Remunerazione degli amministratori.

39.1 Ai membri del consiglio di amministrazione spettano il rimborso delle spese sostenute per ragione del loro ufficio e l'eventuale compenso determinato dall'assemblea.

39.2 La remunerazione degli amministratori investiti della carica di presidente, amministratore o consigliere delegato è stabilita dal consiglio di amministrazione, sentito il parere del collegio sindacale, nel rispetto di eventuali limiti massimi determinati dall'assemblea.

39.3 L'assemblea può determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

Art. 40. Collegio sindacale.

40.1 Il collegio sindacale vigila sull'osservanza della legge e dello statuto, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo amministrativo e contabile adottato dalla società e sul suo concreto funzionamento .

40.2 L'assemblea elegge il collegio sindacale, costituito da tre sindaci effettivi e due supplenti, ne nomina il presidente e ne determina il compenso per tutta la durata dell'incarico.

40.3 Per tutta la durata del loro incarico i sindaci debbono possedere i requisiti di cui all'art. 2399 c.c.. La perdita di tali requisiti determina la immediata decadenza del sindaco e la sua sostituzione con il sindaco supplente più anziano.

40.4 I sindaci scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica. La cessazione dei sindaci per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il collegio è stato ricostituito.

40.5 Il collegio sindacale si riunisce almeno ogni novanta giorni su iniziativa di uno qualsiasi dei sindaci. Esso è validamente costituito con la presenza della maggioranza dei sindaci e delibera con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei sindaci.

40.6 Le riunioni possono tenersi anche con l'ausilio di mezzi telematici, nel rispetto delle modalità di cui all'art. 27.1 del presente statuto.

Art. 41. Controllo contabile.

41.1 Il controllo contabile e' esercitato dal collegio sindacale, integralmente costituito da revisori contabili iscritti nel registro istituito presso il Ministero della Giustizia. Nei casi di legge, o laddove deliberato dall'assemblea, il controllo contabile e' esercitato da un revisore contabile o da una società' di revisione, iscritti presso il registro istituito presso il Ministero della Giustizia, nominati e funzionanti a norma di legge.

Art. 42. Bilancio e utili.

42.1 Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

42.2 Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il 5% (cinque per cento) da destinare a riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale, verranno ripartiti tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione azionaria da ciascuno posseduta, salvo che l'assemblea non deliberi ulteriori accantonamenti a fondi di riserva straordinaria.

Art. 43. Scioglimento e liquidazione.

43.1 La società si scioglie per le cause previste dalla legge, e pertanto:

- a) per il decorso del termine;
- b) per il conseguimento dell'oggetto sociale o per la sopravvenuta impossibilità a conseguirlo, salvo che l'assemblea, all'uopo convocata entro 30 giorni, non deliberi le opportune modifiche statutarie;
- c) per l'impossibilità di funzionamento o per la continuata inattività dell'assemblea;
- d) per la riduzione del capitale al di sotto del minimo legale, salvo quanto disposto dall'art. 2447 c.c.;

- e) nell'ipotesi prevista dall'art. 2437 quater c.c.;
- f) per deliberazione dell'assemblea;
- g) per le altre cause previste dalla legge.

43.2 In tutte le ipotesi di scioglimento, l'organo amministrativo deve effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge nel termine di 30 giorni dal loro verificarsi.

43.5 L'assemblea straordinaria, se del caso convocata dall'organo amministrativo, nominerà uno o più liquidatori determinando:

- a) il numero dei liquidatori;
- b) in caso di pluralità dei liquidatori, le regole di funzionamento del collegio, anche mediante rinvio al funzionamento del consiglio di amministrazione, in quanto compatibile;
- c) a chi spetta la rappresentanza della società,
- d) i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- e) gli eventuali limiti ai poteri dell'organo liquidativo.

Art. 44. Clausola compromissoria.

44.1 Qualunque controversia dovesse insorgere fra i soci o fra essi e la società, incluse le controversie promosse da amministratori, liquidatori e sindaci o revisore ovvero nei loro confronti, per questioni attinenti al rapporto sociale in materia di diritti disponibili, sarà devoluta al giudizio di un collegio di tre arbitri, nominati dal Presidente della Camera Arbitrale presso la Camera di Commercio competente avuto riguardo alla sede legale della società, su istanza della parte più diligente tra quelle in contesa.

44.2 Nel caso in cui uno degli arbitri designati sia impossibilitato o non intendesse assumere l'incarico, lo stesso sarà sostituito, su istanza di una delle parti in contesa, sempre dal Presidente della Camera Arbitrale presso la Camera di Commercio competente avuto riguardo alla sede legale della società.

44.3 Il collegio arbitrale deciderà ritualmente, secondo diritto.

44.4 Se per qualsiasi motivo uno degli arbitri dovesse venire meno all'incarico assunto, le parti provvederanno ad una nuova nomina con le stesse modalità di cui sopra.

44.5 Il Regolamento della Camera Arbitrale vigente al momento della domanda, s'intende integralmente accettato con l'adesione al presente statuto e/o con l'accettazione delle cariche sociali.

44.6 Anche le controversie aventi ad oggetto la validità delle delibere assembleari sono devolute al collegio arbitrale come sopra nominato.

44.7 Per quanto non previsto, si applicano le disposizioni del D.lgs. 17 gennaio 2003 n. 5.

44.8 Si applica il disposto dell'art. 21.3 del presente statuto."

Huitième résolution

L'assemblée décide de conférer à Monsieur Virgilio GALASSO, né le 27 août 1959 à San Michele (VE), Italie, demeurant via Calatafimi, 4, 35035 Mestrino (Padova), code fiscal GLS VGL 59 M27 I 040 C, tous pouvoirs en vue d'accomplir toutes les formalités nécessaires et d'entreprendre toutes les démarches qui seront requises par les autorités italiennes en vue d'obtenir l'approbation des résolutions prises ci-avant et, en général, de signer tous documents et d'entreprendre quelque démarche que les autorités compétentes pourront requérir en relation à l'application des résolutions prises ci-avant, en ce compris, le cas échéant, les modifications qui pourraient être apportées aux statuts de la société.

En outre, Monsieur Virgilio GALASSO est autorisé à entreprendre toute procédure nécessaire et à exécuter et à fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Milan ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg et généralement toute administration qui pourrait être concernée, afin d'assurer, d'une part, la continuation de la société en tant que société de droit italien et d'autre part la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.

Tous pouvoirs sont en outre conférés au porteur d'une expédition des présentes à l'effet de radier l'inscription de la société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la société en Italie auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

Tous documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg pourront, pendant une période de cinq ans, être obtenus à son ancien siège social à Luxembourg.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition suspensive du transfert du siège social de la société et de son inscription en Italie auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: R. M. TONELLI, C. GRUNDHEBER, V. BARAVINI, J. DELVAUX

Enregistré à Luxembourg, actes civils le 19 décembre 2008, LAC/2008/51369: Reçu douze Euros (EUR 12.-)

Le Releveur (signé): F. SCHNEIDER.

- Pour copie conforme - Délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24/12/08.

Jacques DELVAUX.

Référence de publication: 2009005112/208/718.

(090002571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Lily (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 143.832.

—
STATUTES

In the year two thousand eight, on the eleventh day of December,

Before us, Maître Joseph Elvinger, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Lily (Lux) Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, having a share capital of fifteen thousand Euro (EUR 15,000),

here represented by Regis Galiotto, private employee, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal on December 11, 2008.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as described above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. - Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Lily (Lux) S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers of the Company (the Board). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles in article 11.2(vii) hereof.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition, and as the case may be, the disposal of, participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner, and as the case may be, sell, transfer or otherwise dispose of, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management, control, sale or transfer of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also

give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one (1) or several shareholders.

II. - Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a par value of one Euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased one (1) or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles in article 11.2(vii) hereof.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares shall be indivisible and the Company shall recognise only one (1) owner per share.

6.2. Shares shall be freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares shall be freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one (1) shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties shall be subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the share capital.

The transfer of shares to third parties by reason of a shareholder's death must be approved by the shareholders representing three-quarters (3/4) of the rights owned by the survivors.

A share transfer shall only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders shall be kept at the registered office of the Company and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. - Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one (1) or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which shall set the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the Board composed of one (1) or several class A managers and one (1) or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles shall fall within the competence of the Board, who shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object set forth in article 3 hereof.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one (1) or more agents by a resolution of the Board.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet upon the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice which, in principle, shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which shall be set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice shall be required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager before a meeting. Separate

written notices shall not be required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a written power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board may validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and at least one (1) class A manager and at least one (1) class B manager are present or represented. Resolutions of the Board shall be validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that any resolution shall not validly be passed unless it is approved by at least one (1) class A manager and at least one (1) class B manager. The resolutions of the Board shall be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by such means shall be deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), shall be valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the joint signatures of one (1) class A manager and one (1) class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated by a resolution of the Board.

Art. 9. Sole manager. The provisions of this article 9 shall only be applicable if, and only for so long as the Company is managed by a sole manager.

9.1. Any reference in the Articles to the Board or the managers shall be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company shall be bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. - Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions) in case the number of shareholders of the Company is less than or equal to twenty-five (25).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall sign the resolution(s). Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders shall be valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and shall bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders shall be convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half (1/2) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) calendar days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which shall be set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings shall be held at such place and time specified in the notices of the meetings.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions shall be passed by shareholders owning more than one-half (1/2) of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting

or consulted a second time and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles may be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder. The provisions of this article 12 shall only be applicable if, and only for so long as the Company has a sole shareholder.

12.1 The sole shareholder shall exercise all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. - Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board shall prepare the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

13.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office of the Company.

13.4. The balance sheet and profit and loss account shall be approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

13.5. In case the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held on the third Tuesday of June each year at 3.00 pm at the registered office of the Company, and if such day is not a day on which banks are opened for general business in the city of Luxembourg (a Business Day), on the next following Business Day at the same time and place.

Art. 14. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

14.1. In case the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to one (1) or more statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), who may or may not be shareholders.

14.2. The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

14.3. The shareholders shall appoint the commissaires aux comptes, if any and réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The commissaires aux comptes and the réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) such interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. - Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted by a majority (in number) of the shareholders holding three-quarters (3/4) of the share capital. The shareholders shall appoint one (1) or several

liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by a resolution of the shareholders, the liquidators shall have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. - General provisions

17.1. Notices and communications shall be made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions shall be evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions or the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one (1) original or on several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles shall be determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2009.

Subscription and Payment

Lily (Lux) Holdings S.à r.l., represented as stated above, subscribes to twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, with a par value of one Euro (EUR 1) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately 1,800.- Euros.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as class A managers of the Company for an indefinite period:

- Wendy Friedman Dulman, born on November 16, 1968 in Cleveland, Ohio, United States of America, with professional address at 9 West 57th Street, 41st Floor, New York, New York 10019, United States of America; and
- Laurie Duncan Medley, born on July 13, 1957 in Lubbock, Texas, United States of America, with professional address at 9 West 57th Street, 41st Floor, New York, New York 10019, United States of America.

2. The following persons are appointed as class B managers of the Company for an indefinite period:

- Alexis Kamarowsky, companies director, born in Strang (Germany) on April 10, 1947, having his professional address at 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
- Federigo Cannizzaro di Belmontino, companies director, born in La Spezia (Italy) on September 12, 1964, having his professional address at 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg; and
- Jean-Marc Debaty, companies director, born in Rocourt (Belgium) on 11 March 1966, having his professional address at 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

3. The registered office of the Company is set at 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le onzième jour de décembre,

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Lily (Lux) Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée et existant selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, ayant un capital social de quinze mille euros (EUR 15.000),

ici représentée par Régis Galiotto, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 11 décembre 2008.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. - Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "Lily (Lux) S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par une résolution du conseil de gérance de la Société (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts à l'article 11.2(vii) des présentes.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une résolution du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise, et le cas échéant, la vente/le transfert, de participations tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière et, le cas échéant, vendre, transférer ou céder tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion, au contrôle, à la vente ou au transfert de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre évènement similaire affectant un (1) ou plusieurs associés.

II. - Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une (1) ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts à l'article 11.2(vii) des présentes.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un (1) associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès d'un associé doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts (3/4) des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social de la Société et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte d'une réduction du capital social de la Société.

III. - Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un (1) ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une résolution des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le Conseil composé d'un (1) ou plusieurs gérants de classe A et d'un (1) ou plusieurs gérants de classe B.

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social décrit à l'article 3 des présentes.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par une résolution du Conseil à un (1) ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui, en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion avant ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration écrite à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et au moins un (1) gérant de classe A et au moins un (1) gérant de classe B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés sous réserve qu'une résolution ne sera pas valablement adoptée sans être approuvée par au moins un (1) gérant de classe A et au moins un (1) gérant de classe B. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se

parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par (i) les signatures conjointes d'un (1) gérant de classe A et d'un (1) gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par une résolution du Conseil.

Art. 9. Gérant unique.

Les dispositions de l'article 9 ne seront applicables que si, et que pour autant que, la Société est gérée par un gérant unique.

9.1. Toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. - Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés) dans le cas où le nombre d'associés est inférieur ou égal à vingt-cinq (25).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, un projet explicite de la ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé signera la ou les résolutions. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations des assemblées.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter aux Assemblées Générales ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par les associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique. Les dispositions de l'article 12 ne seront applicables que si, et que pour autant que, la Société a un associé unique.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

13.5. Lorsque le nombre d'associés de la Société dépasse vingt-cinq (25) associés, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra chaque année le troisième mardi de juin à 15h00 au siège social de la Société, et si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un jour Ouvrable), le jour Ouvrable suivant à la même heure et au même lieu.

Art. 14. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

14.1. Lorsque le nombre d'associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlées par un (1) ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, qui peuvent être associés ou non.

14.2. Les opérations de la Société seront supervisées par un (1) ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

14.3. Les associés nommeront le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseurs d'entreprises le cas échéant et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseurs d'entreprises pourront être réélus.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

15.3. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris les primes d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des acomptes sur dividendes doit être adoptée par les associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les acomptes sur dividendes qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. - Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un (1) ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. - Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un (1) original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2009.

Souscription et libération

Lily (Lux) Holdings S.à r.l., représentée comme indiqué ci-dessus, souscrit aux douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, et accepte de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent à environ 1.800.- Euros.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de classe A de la Société pour une durée indéterminée:

- Wendy Friedman Dulman, née le 16 novembre 1968 à Cleveland, Ohio, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle à 9 West 57th Street, 41st Floor, New York, New York 10019, Etats-Unis d'Amérique; et
- Laurie Duncan Medley, née le 13 juillet 1957 à Lubbock, Texas, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle à 9 West 57th Street, 41st Floor, New York, New York 10019, Etats-Unis d'Amérique;

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de classe B de la Société pour une durée indéterminée:

- Alexis Kamarowsky, administrateur de sociétés, né à Strang (Allemagne) le 10 avril 1947, ayant son adresse professionnelle au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- Federigo Cannizzaro di Belmontino, administrateur de sociétés, né à La Spezia (Italie), le 12 septembre 1964, ayant son adresse professionnelle au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
- Jean-Marc Debaty, administrateur de sociétés, né à Roncourt (Belgique) le 11 mars 1966, ayant son adresse professionnelle au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

3. Le siège social de la Société est établi au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 décembre 2008. Relation: LAC/2008/50803. Reçu à 0,5 %: soixante deux euros cinquante cents (62,50,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial C. Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 DEC. 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2009005886/211/530.

(090003139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Bezons Jaures (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 105.393.

—
Extrait d'acte de cession sous seing privé de parts sociales

En vertu d'un acte sous seing privé signé le 1^{er} décembre 2008, la société FRENCH PROPERTY PARTNERS, L.L.C., avec siège social au 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware, U.S.A., a cédé à la société EUROPEAN PROPERTY PARTNERS VII, L.L.C., ayant son siège social au 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware, U.S.A., 28 (vingt-huit) parts sociales qu'elle détient dans la société BEZONS JAURES (LUX) SARL, ayant son siège social au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg.

Pour extrait conforme

L'agent domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2009005740/536/19.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2008, réf. LSO-CX09966. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090002194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

TO B IMMO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9186 Stegen, 1, Dikrecherstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 76.905.

—
L'an deux mille huit, le neuf octobre.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1° Monsieur Nico BRUCK, employé privé, né à Pétange, le 6 novembre 1963, demeurant à L-8712 Boevange/Attert, 1, rue Joseph Hackin;

2° Monsieur François BRANDAO, employé privé, né à Esch-sur-Alzette, le 26 septembre 1971, demeurant à L-3583 Dudelange, 48, rue des Mouleurs;

3° Monsieur Pierrot BRUCK, employé privé, né à Pétange, le 6 novembre 1963, demeurant à L-7420 Cruchten, 3, An der Uecht.

Les comparants sous 1° et 2° déclarent être les seuls associés de la société à responsabilité limitée TO B IMMO S.à r.l., avec siège social à L-3583 Dudelange, 48, rue des Mouleurs, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 76.905, constituée suivant acte reçu par Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange, en date du 18 juillet 2000, publié au Mémorial C numéro 868 du 30 novembre 2000.

Monsieur François BRANDAO, prénommé sous 2°, déclare par les présentes céder les cinquante (50) parts sociales qu'il détient dans la société TO B IMMO S.à r.l. à Monsieur Pierrot BRUCK, prénommé sous 3°, lequel ici présent et ce acceptant, au prix convenu entre parties, ce dont quittance hors la comptabilité du notaire instrumentant.

Sur ce qui précède, les comparants sous 1° et 3°, agissant en leur qualité de seuls et uniques associés de la société à responsabilité limitée TO B IMMO S.à r.l., ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de transférer le siège social de la société de L-3583 Dudelange, 48, rue des Mouleurs, vers L-9186 Stegen, 1, Dikrecherstrooss, et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 2 des statuts comme suit:

Art. 2. (alinéa premier) . "Le siège social est établi dans la commune de Ermsdorf."*Deuxième résolution*

Les associés acceptent la démission de Monsieur François BRANDAO comme gérant administratif et lui donnent entière décharge pour l'exécution de son mandat.

Troisième résolution

Les associés nomment comme nouveau gérant administratif Monsieur Pierrot BRUCK, prénommé sous 3°, pour une durée indéterminée.

La société est valablement engagée par la signature conjointe des gérants administratif et technique.

Ensuite, Monsieur Nico BRUCK, prénommé et agissant en sa qualité de gérant technique, et Monsieur Pierrot BRUCK, prénommé et agissant en sa qualité de gérant administratif, de la société TO B IMMO S.à r.l., prédésignée, déclarent ratifier la susdite cession de parts sociales au nom de la société, conformément à l'article 1690 du code civil.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Dont procès-verbal, passé à Senningerberg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: Nico Bruck, François Brandao, Pierrot Bruck, Paul Bettingen

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 22 octobre 2008. LAC/2008/42817. Reçu douze euros € 12.-

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 19 décembre 2008.

Paul BETTINGEN.

Référence de publication: 2009005869/202/50.

(090003101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

York Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1475 Luxembourg, 37, rue du Saint Esprit.

R.C.S. Luxembourg B 133.595.

Il résulte de résolutions écrites de l'associé unique de la Société prises en date du 16 décembre 2008 que:

(i). Monsieur Michael Connor, né le 25 avril 1963 à Queens, New York (USA), ayant son adresse professionnelle à Vulcan Inc., 505 Fifth Avenue S., Suite 900, Seattle, WA98104, a été démis de son poste de gérant de classe B de la Société en date du 24 octobre 2008;

(ii). Madame Denise Fletcher, née le 31 août 1948 à Istanbul (Turquie), ayant son adresse professionnelle à Vulcan Inc., 505 Fifth Avenue S., Suite 900, Seattle, WA98104, a été démise de son poste de gérant de classe B de la Société en date du 3 Novembre 2008;

(iii). Madame Denise Wolf, née le 24 novembre 1961 à Atlanta, Géorgie (USA), ayant son adresse professionnelle à Vulcan Inc., 505 Fifth Avenue S., Suite 900, Seattle, WA98104, a démissionné de son poste de gérant de classe B de la Société avec effet immédiat;

(iv). Monsieur Thomas Meola, né le 27 octobre 1942 à Newark, New Jersey (USA), ayant son adresse professionnelle à Vulcan Inc., 505 Fifth Avenue S., Suite 900, Seattle, WA98104, a été nommé gérant de classe B de la Société, avec effet immédiat et pour une période indéterminée.

Suite à cette nomination, le conseil de gérance sera composé comme suit:

- M. Jean-François Trapp, gérant de classe A;
- M. Charles Roemers, gérant de classe A;
- M. Bruce Lowry, gérant de classe B; et
- M. Thomas Meola, gérant de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 17 décembre 2008.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009005735/7959/33.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09568. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090002704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

AR - WE Echafaudages s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, Maison 41A.

R.C.S. Luxembourg B 143.782.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendneun, den sechsten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine WEINANDY, mit dem Amtssitz zu Clerf,

sind erschienen

1.- Herr Werner Joseph MERTES, Anstreicher, geboren zu Waimes (B), am 14. Januar 1963, wohnhaft zu B-4780 Sankt Vith, zur Kaiserbaracke(Recht) 31A;

2.- Herr Arno GENTEN, Arbeiter, geboren zu Waimes (B), am 29. Juli 1968, wohnhaft zu B-4770 Amel, Schoppen 142.

Diese Kompargenten ersuchten den amtierenden Notar, die Satzungen einer von ihnen zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Die vorgenannten Kompargenten errichten hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung AR - WE Echafaudages s.à r.l.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft ist in Wilwerdingen.

Der Gesellschaftssitz kann durch einfachen Beschluss der Gesellschafter an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 3. Gegenstand der Gesellschaft ist der Gerüstebau und der Gerüsterverleih sowie der Handel mit Gerüstebau-teilen, Netzen und ähnlichen Artikel. Die Gesellschaft kann des weiteren sämtliche Geschäfte industrieller, kaufmännischer, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Natur tätigen die mittelbar oder unmittelbar mit dem Hauptzweck in Zusammenhang stehen oder zur Erreichung und Förderung des Hauptzweckes der Gesellschaft dienlich sein können.

Sie kann sich ferner an luxemburgische oder ausländische Unternehmen, unter irgendwelcher Form beteiligen, falls diese Unternehmen einen Zweck verfolgen der demjenigen der Gesellschaft ähnlich ist oder wenn eine solche Beteiligung zur Förderung und zur Ausdehnung des eigenen Gesellschaftszweckes nützlich sein kann.

Art. 4. Die Gesellschaft hat eine unbestimmte Dauer.

Art. 5. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres. Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr am heutigen Tage, und endet am 31. Dezember 2009.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (12.500,00-EUR) und ist eingeteilt in HUNDERT (100) Geschäftsanteile zu je HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (125,00-EUR).

Die Geschäftsanteile werden wie folgt gezeichnet:

1.- Herr Werner MERTES, vorbenannt, einundfünfzig Anteile	51
2.- Herr Arno GENTEN, vorbenannt, neunundvierzig Anteile	49
Total: HUNDERT ANTEILE	100

Die Gesellschaftsanteile wurden voll in barem Gelde einbezahlt, so dass ab heute der Gesellschaft die Summe von ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (12.500,00-EUR) zur Verfügung steht, so wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Art. 7. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt zur proportionalen Beteiligung an den Nettoaktiva und an den Gewinnen und Verlusten der Gesellschaft.

Art. 8. Zwischen den Gesellschaften sind die Gesellschaftsanteile frei übertragbar. Das Abtreten von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung von Gesellschaftern, welche die drei Viertel des Gesellschaftskapitals darstellen müssen. Die Übertragungen sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst rechtswirksam, nachdem sie gemäss Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches der Gesellschaft zugestellt oder von ihr in einer notariellen Urkunde angenommen worden ist.

Im Falle wo die Übertragung der Gesellschaftsanteile der Zustimmung der anderen Gesellschafter unterliegt, steht diesen ein Vorkaufsrecht auf die abzutretenden Gesellschaftsanteile zu, im Verhältnis ihrer bisherigen Gesellschaftsanteile.

Art. 9. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Gesellschafter sein müssen. Sie werden von den Gesellschaftern ernannt und abberufen.

Die Gesellschafter bestimmen die Befugnisse der Geschäftsführer. Falls die Gesellschafter nicht anders bestimmen, haben die Geschäftsführer sämtliche Befugnisse, um unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln.

Der Geschäftsführer kann Spezialvollmachten erteilen, auch an nicht Gesellschafter, um für ihn und in seinem Namen für die Gesellschaft zu handeln.

Art. 10. Bezüglich der Verbindlichkeit der Gesellschaft sind die Geschäftsführer als Beauftragte nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 11. Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Gläubiger, Berechtigte und Erben eines verstorbenen Gesellschafters können nie einen Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsschriftstücken stellen. Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich an die in der letzten Bilanz aufgeführten Werte halten.

Art. 12. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Der nach Abzug der Kosten, Abschreibung und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar.

Dieser Nettogewinn wird wie folgt verteilt:

- mindestens fünf Prozent (5,00%) des Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, gemäss den gesetzlichen Bestimmungen;

- der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 13. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von den Gesellschaftern ernannten Liquidatoren, welche keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Die Gesellschafter bestimmen über die Befugnisse und Bezüge der Liquidatoren.

Art. 14. Für alle Punkte, welche nicht in diesen Satzungen festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Schätzung der Gründungskosten

Die Kosten und Gebühren, in irgendwelcher Form, welche der Gesellschaft wegen ihrer Gründung obliegen oder zur Last gelegt werden, werden auf TAUSEND ZWEIHUNDERT EUROS (1.200,00-) abgeschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Anschließend an die Gründung haben die Gesellschafter sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengefunden, und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst: Als technischer Geschäftsführer für eine unbestimmte Dauer wird Herr Werner MERTES, vorbenannt, ernannt und als administrativer Geschäftsführer für eine unbestimmte Dauer wird Herr Arno GENTEN, vorbenannt, ernannt.

Herr Werner MERTES kann die Gesellschaft unbegrenzt durch seine alleinige Unterschrift verpflichten.

Der Sitz der Gesellschaft ist in L-9980 Wilwerdingen, Hausnummer 41a.

Der Notar hat die Komparenten darauf aufmerksam gemacht, dass eine Handelsermächtigung in Bezug auf den Gesellschaftszweck, ausgestellt durch die luxemburgischen Behörden, vor jeder kommerziellen Tätigkeit erforderlich ist, was die Komparenten ausdrücklich anerkennen.

WORUEBER URKUNDE, aufgenommen zu Clerf, in der Amtsstube des handelnden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an alle Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Mertes, Genten, Martine Weinandy.

Enregistré à Clervaux, le 06 janvier 2009. Relation: CLE/2009/5. Droit fixe soixante-quinze euros = 75,00.- €.

Le Receveur (gezeichnet): Rodenbour.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf stempelfreiem Papier erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Clerf, den 06. Januar 2009.

Martine WEINANDY.

Référence de publication: 2009005141/238/98.

(090002197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Turton Limited, Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 84.025.

DISSOLUTION

In the year two thousand and eight, on eleventh day of December.

Before Us Maître Paul Decker, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

DE BEERS S.A. a public limited liability company, having its registered office at L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe (RCS Luxembourg N°B.78.985)

hereby represented by Mr Pierre Yves Champagnon, employee, residing professionally in Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal on December 8th, 2008

Said proxy after having been initialed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

The appearing party, represented as foresaid, acting in its capacity as sole shareholder of the Company has requested the undersigned notary to document the following:

I.- The appearing party is the sole shareholder of TURTON LIMITED a société anonyme, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-84.025 having its registered office at L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe Grand Duchy of Luxembourg (the "Company" incorporated under the Netherlands Antilles laws pursuant to a deed dated December 12, 1988, executed before Mr Johannes Wilhelmus Maria Thesseling, civil law notary established in Curaçao, The Netherlands Antilles, and whose registered office has been transferred to Luxembourg pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, then notary residing in Luxembourg, dated September 28, 2001, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 269 of February 18, 2002.

II.- The appearing party, as sole shareholder of the Company, declares to have full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company.

III.- The appearing party as sole shareholder of the Company declares explicitly to proceed with the immediate dissolution and liquidation of the Company.

IV.- The appearing party declares to take over all assets and to assume all liabilities of the Company. The liquidation of the Company is thus effected without prejudice to the rights of any third party, given that the appearing party assumes all liabilities of the Company in their current state.

V.- As a consequence of such dissolution, full discharge is granted to the directors and the statutory auditor of the Company for the carrying out of their mandate up to the date of the dissolution of the Company.

VI.- The shareholders' register of the dissolved Company is cancelled.

VII.- The records and documents of the dissolved Company will be kept for a period of five years at the former registered office of the Company, which is at L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe; Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing person, who is known by the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le onze décembre.

Pardevant Nous Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu

DE BEERS S.A. une société anonyme ayant son siège social à L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe (RCS Luxembourg N°B.78.985)

ici représentée aux fins des présentes par Monsieur Pierre Yves CHAMPAGNON, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 8 décembre 2008.

Laquelle procuration après avoir été paraphée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, agissant en sa qualité d'actionnaire unique de la Société, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations:

I.- La comparante est l'actionnaire unique de TURTON LIMITED., une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-84.025 (la "Société"), constituée sous le régime légal des Antilles Néerlandaises, suivant acte reçu en date du 12 décembre 1988 par Maître Johannes Wilhelmus Maria Thesseling, notaire de résidence à Curaçao, Antilles Néerlandaises, et dont le siège social a été transféré au Luxembourg suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 septembre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 269 du 18 février 2002.

II.- La comparante, en sa qualité d'actionnaire unique de la Société, déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

III.- La comparante en tant qu'actionnaire unique de la Société déclare expressément procéder à la dissolution et la liquidation immédiate de la Société.

IV.- La comparante déclare reprendre à sa charge tous les actifs et passifs de la Société. La liquidation de la Société est ainsi achevée sans préjudice des droits de tiers du fait que le comparant répond personnellement de tous les engagements sociaux de la Société dans leur état actuel.

V.- Par suite de cette liquidation, décharge pleine et entière est accordée à tous les administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'au jour de la dissolution de la Société.

VI.- Il est procédé à l'annulation du registre des actionnaires de la Société dissoute.

VII- Les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège social de la Société, L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. Y. CHAMPAGNON, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 décembre 2008. Relation: LAC/2008/50537. Reçu € 12.- (douze euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de publication au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Paul DECKER.

Référence de publication: 2009005201/206/89.

(090002670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

A.L.SS (association luxembourgeoise de street soccer), Association sans but lucratif.

Siège social: L-1722 Luxembourg, 1, rue Joseph Heintz.

R.C.S. Luxembourg F 7.824.

— STATUTS

(Version initiale faite à Luxembourg le 05 Janvier 2009) les membres fondateurs

Laporta Domenico

Martins Valery

Dongbeto Hippolyte

Badji Malick

Lopes Monteiro Joël

Dos Santos Wilson

Monteiro Joe

Ont convenu de constituer une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928 sur les asbl, telle qu'elle a été modifiée par les lois des 22 février 1984 et 4 mars 1994 ainsi que par les dispositions suivantes:

Dénomination, Siège, Objet

Art. 1^{er}. L'association est dénommée A.LSS (ASSOCIATION LUXEMBOURG DE STREET SOCLER).

Art. 2. Son siège social est établi 1, rue Joseph Heintz L-1722 Luxembourg.

Art. 3. ALSS est une association fondée en vue de développer diverses activités d'animation et d'initiation aux sports de rue, tels que, par exemple, le Freestyle Soccer, le Street Soccer et le Pro Training Game, définis en annexe.

Art. 4. L'association a pour objet:

De valoriser les fonctions sociales et éducatives des sports de rue et développer les valeurs y associées

D'accompagner les participants dans leur développement psychologique et physique; établir la communication entre différents groupes sociaux dans un souci d'intégration.

D'offrir des séances d'entraînement structuré à des personnes issues de communes rurales, quel que soit leur niveau sportif.

De développer un projet universel, éducatif, culturel et social, en mettant en oeuvre des programmes d'aide à la jeunesse.

Art. 5. l'association entend atteindre ses objectifs au travers de réunions de travail, d'assemblées périodiques, d'organisation d'évènements, de formation, de tournois, d'entraînements, de compétitions sportives et de toute autre initiative pouvant aider à la réalisation de l'objet de l'association.

Art. 6. les articles 1^{er} à 5 n'ont pas de caractère contraignant ou restrictif.

Membres et Cotisations

Art. 7. Peut devenir membre de l'association toute personne résidant au Grand-Duché de Luxembourg qui accepte les présents statuts et s'acquitte de la cotisation annuelle telle que fixée par le conseil d'administration

Art. 8. Est membre de fait de l'association toute personne ayant acquitté sa cotisation annuelle. Les montants et l'échéance de la cotisation sont fixés par le conseil d'administration.

Art. 9. La qualité de membre de l'association se perd par démission volontaire écrite, en cas de non paiement de la cotisation, en cas de non-respect des présents statuts ou de préjudice grave porté aux intérêts de l'association.

Art. 10. L'exclusion d'un membre est proposée par le conseil d'administration et est soumise pour approbation à l'assemblée générale extraordinaire.

Conseil d'Administration

Art. 11. Le conseil d'administration se compose de 3 membres au minimum. Il désigne en son sein un président, un trésorier et un secrétaire.

Art. 12. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des membres présents.

Art. 13. Le conseil d'administration a les pouvoirs d'administrer et de gérer l'association. Il la représente dans tous les actes juridiques et extra juridiques.

Art. 14. Le conseil d'administration se réunit sur convocation écrite du président et/ou du secrétaire.

Art. 15. En cas d'empêchement du président, la présidence du conseil d'administration est assumée par défaut par un autre membre désigné à cet effet lors du premier conseil d'administration par les membres fondateurs.

Assemblée Générale

Art. 16. L'assemblée générale se compose de tous les membres ayant dûment acquitté leur cotisation annuelle à la date de l'assemblée générale.

Art. 17. Elle est présidée par le président du conseil d'administration ou par son substitut tel que défini à l'article 15 des présents statuts.

Art. 18. L'assemblée générale statue sur:

- Les modifications des statuts, La nomination et la révocation des membres du conseil d'administration
- L'approbation des budgets et des comptes, La dissolution volontaire de l'association, L'exclusion des membres.
- L'assemblée générale se réunit au moins 1 fois par an avant le 31 mars pour l'approbation des comptes de l'exercice en cours et du budget de l'exercice suivant.

Art. 19. Elle est convoquée par le conseil d'administration par simple lettre adressée à chaque membre au moins 7 jours avant la date prévue. Cette convocation contient l'ordre du jour de l'assemblée générale, le lieu et la date, et est signée par au moins trois membres du conseil d'administration.

Art. 20. Les membres peuvent prendre connaissance des résolutions prises à l'assemblée générale en consultant les registres du secrétariat.

Art. 21. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou sur demande d'un cinquième des membres de l'association:

- Toute modification des statuts ne pourra être entérinée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents. Les articles sujets à modification doivent être joints à l'ordre du jour ainsi que leurs substituts.

Comptes, Budget, Dissolution

Art. 22. Les comptes et les budgets sont préparés par le conseil d'administration et soumis pour approbation à l'assemblée générale.

Art. 23. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre

Art. 24. En cas de dissolution volontaire de l'association, l'assemblée générale désigne le(s) liquidateur(s) et définit (ses) pouvoirs. Elle ordonne l'affectation du patrimoine de l'association à une organisation non gouvernementale agréée au Grand-duché de Luxembourg.

Art. 25. Les points non précisés présentement relèvent des dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans buts lucratifs, modifiée par les lois des 22 février 1984 et 4 mars 1994.

Référence de publication: 2009005910/9798/83.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2009, réf. LSO-DA02184. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Centre Comptable Européen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 109.136.

L'an deux mille huit.

Le dix décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme CENTRE COMPTABLE EUROPEEN S.A., ayant son siège social à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, R.C.S. Luxembourg numéro B10913 6, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 21 juin 2005, publié au Mémorial C numéro 1252 du 22 novembre 2005, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 24 octobre 2005, publié au Mémorial C numéro 372 du 20 février 2006.

L'assemblée est présidée par Monsieur Christian BÜHLMANN, expert comptable, demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

Le président désigne comme secrétaire Madame Nathalie DUCHAUSSOY, employée privée, demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alexandre TASKIRAN, expert comptable, demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Renonciation aux délais et formalités de convocation.

2. Modification de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

"La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions, marques et brevets ou droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, l'administration, la gestion, le développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, marques, brevets ou droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, marques, brevets et droits de propriété intellectuelle, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties et/ou aux sociétés affiliées et/ou sociétés appartenant à son Groupe de sociétés, le Groupe étant défini comme le groupe

de sociétés incluant les sociétés mères, ses filiales ainsi que les entités dans lesquelles les sociétés mères ou leurs filiales détiennent une participation.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité affiliée luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, y inclus des opérations immobilières, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La société n'exercera pas directement une activité industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public."

3. Ajout à la fin de l'article 6 des statuts des paragraphes suivants:

"Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Une résolution du Conseil d'administration peut être prise par écrit. Une telle résolution consistera en un ou plusieurs documents, contenant les résolutions, et elles seront signées, manuellement ou électroniquement par voie de signature électronique valable en droit luxembourgeois, par chaque administrateur (résolution circulaire). La date de ladite résolution est celle de la dernière signature.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société."

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée constate que les actionnaires ont renoncé aux délais et formalités de convocation.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la société et par conséquent l'article quatre des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4.** La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions, marques et brevets ou droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, l'administration, la gestion, le développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, marques, brevets ou droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, marques, brevets et droits de propriété intellectuelle, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties et/ou aux sociétés affiliées et/ou sociétés appartenant à son Groupe de sociétés, le Groupe étant défini comme le groupe de sociétés incluant les sociétés mères, ses filiales ainsi que les entités dans lesquelles les sociétés mères ou leurs filiales détiennent une participation.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité affiliée luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, y inclus des opérations immobilières, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La société n'exercera pas directement une activité industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'ajouter à la fin de l'article six des statuts les paragraphes suivants:

" **Art. 6. (fin).** Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Une résolution du Conseil d'administration peut être prise par écrit. Une telle résolution consistera en un ou plusieurs documents, contenant les résolutions, et elles seront signées, manuellement ou électroniquement par voie de signature électronique valable en droit luxembourgeois, par chaque administrateur (résolution circulaire). La date de ladite résolution est celle de la dernière signature.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société."

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à neuf cent vingt-cinq euros.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: BÜHLMANN - DUCHAUSSOY - TASKIRAN - J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 17 décembre 2008 Relation GRE/2008/5063. Reçu Douze euros 12,- €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Junglinster, le 6 janvier 2009.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2009005894/231/144.

(090002927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Romanum Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1475 Luxembourg, 37, rue du Saint-Esprit.

R.C.S. Luxembourg B 133.531.

Il résulte de résolutions écrites de l'associé unique de la Société prises en date du 16 décembre 2008 que:

(i). Monsieur Michael Connor, né le 25 avril 1963 à Queens, New York (USA), ayant son adresse professionnelle à Vulcan Inc., 505 Fifth Avenue S., Suite 900, Seattle, WA98104, a été démis de son poste de gérant de classe B de la Société en date du 24 octobre 2008;

(ii) Madame Denise Fletcher, née le 31 août 1948 à Istanbul (Turquie), ayant son adresse professionnelle à Vulcan Inc., 505 Fifth Avenue S., Suite 900, Seattle, WA98104, a été démise de son poste de gérant de classe B de la Société en date du 3 Novembre 2008;

(iii). Madame Denise Wolf, née le 24 novembre 1961 à Atlanta, Géorgie (USA), ayant son adresse professionnelle à Vulcan Inc., 505 Fifth Avenue S., Suite 900, Seattle, WA98104, a démissionné de son poste de gérant de classe B de la Société avec effet immédiat;

(iv). Monsieur Thomas Meola, né le 27 octobre 1942 à Newark, New Jersey (USA), ayant son adresse professionnelle à Vulcan Inc., 505 Fifth Avenue S., Suite 900, Seattle, WA98104, a été nommé gérant de classe B de la Société, avec effet immédiat et pour une période indéterminée.

Suite à cette nomination, le conseil de gérance sera composé comme suit:

- M. Jean-François Trapp, gérant de classe A;
- M. Charles Roemers, gérant de classe A;
- M. Bruce Lowry, gérant de classe B; et
- M. Thomas Meola, gérant de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 17 décembre 2008.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009005734/7959/33.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09586. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090002699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Rescue Unlimited s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 49.557.

Il résulte d'une lettre recommandée envoyée en date du 26 août 2008 aux administrateurs de la société que Maître Sylvie KREICHER, avocat à la Cour de Luxembourg, demeurant à L-2311 Luxembourg, 55-57 avenue Pasteur, et domiciliataire de la société en a dénoncé avec un préavis de deux mois le siège social de la société à responsabilité Limitée, RESCUE UNLIMITED SARL constituée suivant acte reçu par Maître Christine Doerner, Notaire de résidence à Bettembourg, en date du 8 décembre 1994, ayant son siège social à Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B49557.

Pour mentions aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009005769/1218/16.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2008, réf. LSO-CX08134. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090002465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Lux Cogeba Construction S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8069 Bertrange, 7, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 60.332.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Itzig, le 2/12/08.

Pour LUX COGEB A CONSTRUCTIO N S.A R.L.

FIDUCIAIRE EVERARD - KLEIN S.A R.L.

Signature

Référence de publication: 2009006689/1345/15.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX00860. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.